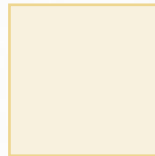
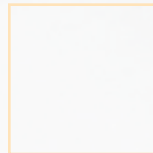
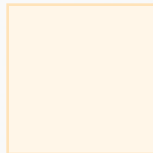
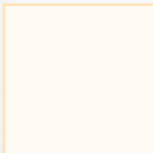
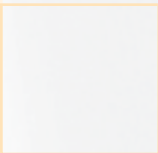
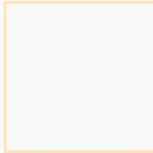


Réflexion sur l'industrie des services Bilan et perspectives



Réflexion sur l'industrie des services Bilan et perspectives



La Direction du commerce, des services et de la construction (DCSC), en collaboration avec la Direction du développement des industries (DDI), a mené au cours de la dernière année une recherche diligente sur l'industrie des services dans le but d'en identifier les grandes lignes directrices et d'en dégager les tendances lourdes.

Publié par la Direction générale des communications et des services à la clientèle

Ce document a été rendu possible grâce aux collaborations suivantes :

Rédaction et coordination :

Sylvain Simard, conseiller, Direction du commerce, des services et de la construction
Jacques Bureau, conseiller, Direction du développement des industries

Collaboration :

Pierre A. Forgues, directeur adjoint, Direction du commerce, des services et de la construction
Pierre Rodrigue, conseiller, Direction du commerce, des services et de la construction
Yves-Jean Fournier, conseiller, Direction du commerce, des services et de la construction
Anis Ouanes, conseiller, Direction du commerce, des services et de la construction
Hélène Buist, conseillère, Direction du commerce, des services et de la construction
Alain Grisé, agent de recherche, Conseil de la science et de la technologie
Louis Fortier, conseiller, Direction du développement des industries
Valérie Bisson, conseillère, Direction de la politique commerciale
Sonia Ben-Amor, conseillère, Direction du commerce, des services et de la construction
Jean-Nicolas Garant, étudiant stagiaire, Direction du développement des industries

Support technique et secrétariat :

Michel Guénard, technicien, Direction de l'analyse économique et des projets spéciaux
André Keating, technicien, Direction du développement des industries
Thérèse Potvin, adjointe administrative, Direction du commerce, des services et de la construction
Lucette Gélinas, adjointe administrative, Direction du développement des industries

Supervision :

Robert Lauzon, directeur, Direction du commerce, des services et de la construction
Mawana Pongo, directeur, Direction du développement des industries

Révision linguistique :

François Grenier, Direction générale des communications et des services à la clientèle

ÉDITION

Chargés de projet :

Marie-Claude Lapointe et Alexandra Linteau

Révision linguistique :

François Grenier

Conception graphique :

Laurence Gauvin

Infographie :

Perfection Design

Imprimeur :

Imprimerie Le Renouveau

Pour tout renseignement concernant le contenu de cette publication :

Direction de l'environnement et des services aux entreprises
710, place D'Youville, 5^e étage
Québec (Québec) G1R 4Y4
Téléphone : (418) 691-5959
Télécopieur : (418) 644-1687

MDEIE-Internet

<http://www.mdeie.gouv.qc.ca>
info@mdeie.gouv.qc.ca

Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2006
ISBN 2-550-46421-4
ISBN 2-550-46422-2 (Pdf)

© Gouvernement du Québec, 2006

Table des matières

Sommaire	5
1. Introduction.....	7
2. Mise en contexte	11
2.1 Le contexte	13
2.2 Objectifs et définitions	14
2.3 Délimitation du secteur des services stratégiques aux entreprises	15
3. Importance des services dans l'économie.....	19
3.1 Part des services dans l'économie - monde, Canada, Ontario et Québec	21
3.2 La segmentation des services dans l'économie québécoise	32
3.3 La contribution des services à l'activité économique - OCDE	33
3.4 Les facteurs à l'origine de la performance de l'industrie des services	35
4. Le développement industriel par les services	41
4.1 L'impact du secteur manufacturier sur l'économie québécoise	43
4.2 L'impact du secteur des services sur l'économie québécoise	45
4.3 L'impact du secteur manufacturier sur le secteur des services	47
4.4 L'impact du secteur des services sur le secteur manufacturier	48
5. L'avenir des services au Québec	51
5.1 La source de la croissance économique : manufacturier ou services	53
5.2 Les pistes de réflexion sur le développement de l'industrie des services au Québec	57
5.3 La priorité : les services stratégiques aux entreprises	57
5.4 L'objectif : identifier le positionnement de l'industrie des services	58
6. Conclusion	59
Annexes	63
Annexe 1 : Quatre exemples de typologies des services	65
Annexe 2 : Nomenclatures statistiques	66
Annexe 3 : Investissement direct étranger - Tableaux	68
Annexe 4 : Investissement direct étranger - Capsule	69
Annexe 5 : PIB au Québec en 2003 selon la branche d'activité	71
Annexe 6 : Emplois au Québec en 2003 selon la branche d'activité	72
Annexe 7 : Les services et les accords commerciaux	73
Annexe 8 : Couverture statistique du secteur des services	75

Sommaire

L'importance de l'industrie des services dans l'économie est croissante. Au Québec, elle est responsable de 67 % du PIB et de 75 % des emplois, tandis que les chiffres correspondants pour le secteur manufacturier (fabrication) sont de l'ordre de 21,7 % du PIB et de 17,5 % des emplois.

Il s'agit d'une tendance lourde et observable à l'échelle mondiale. Par exemple, entre 1990 et 2002, la part des services dans le stock mondial d'investissement direct étranger (IDE) est passée de 50 % à 60 %, celle du secteur manufacturier de 42 % à 34 % et celle du secteur primaire de 9 % à 6 %.

L'évolution démographique québécoise et le contexte économique mondial amènent des pressions à la hausse sur la productivité de tout le tissu industriel québécois.

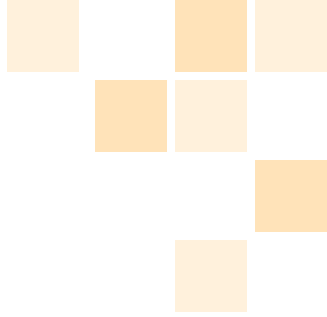
Dans cette optique, le recours aux entreprises de services, principalement les services stratégiques aux entreprises, peut se révéler un outil précieux de développement économique. Ces entreprises apportent souplesse, spécialisation, différenciation, concentration, changement organisationnel, réduction de coûts, qualité, savoir, aptitude et expertise, nouvelles technologies, développement de marchés, etc. Elles contribuent à rehausser la productivité, la concurrence, l'innovation et l'emploi et, de ce fait, constituent des agents de croissance économique et de compétitivité industrielle de premier plan.

Les objectifs à atteindre concernent les services stratégiques aux entreprises. Ils consistent à identifier les différentes voies à privilégier pour assurer le développement optimal du secteur des services stratégiques aux entreprises et pour maximiser les retombées directes et indirectes de ce secteur sur l'ensemble de l'économie.

Les moyens à utiliser pour atteindre les objectifs pourraient prendre la forme d'une analyse plus complète et précise du secteur des services stratégiques aux entreprises, qui permettrait une meilleure compréhension des principaux enjeux et défis auxquels il doit faire face. Plusieurs thèmes concernant l'évolution actuelle et future de ce secteur pourraient permettre de dégager des éléments de prévision.



Introduction 1



L'industrie des services occupe une place prépondérante dans l'économie mondiale. En 2001, la part des services constituait 72 % du produit intérieur brut (PIB) des pays développés, 52 % du PIB des pays en développement et 57 % du PIB de la Communauté économique européenne (CEE)¹. Au Canada, la proportion des services dans l'économie était de 69 % en 2003². Le Québec suit la même tendance et cette industrie constituait, pour la même année, 67 % de son économie³. L'importance des services devient encore plus évidente lorsque l'on constate qu'environ 75 % des emplois québécois (2003)⁴ et canadiens (2004)⁵ relèvent de ce secteur industriel.

Cette industrie, tout comme l'ensemble des industries québécoises, est confrontée à de nombreux défis qui iront en s'accroissant à court, moyen et long termes. D'une part, l'État québécois, à l'instar de la plupart des pays de l'OCDE, est confronté au poids démographique vieillissant de la cohorte des baby-boomers. D'autre part, le contexte mondial actuel entraîne les sociétés dans le processus de la mondialisation économique et de la concurrence internationale. La productivité de la main-d'œuvre et la compétitivité industrielle deviennent centrales pour assurer la croissance continue du niveau de vie de notre population. Le défi est double. Il faut à la fois contrer l'effet négatif de la décroissance démographique et amener la productivité québécoise à atteindre, à maintenir et même à dépasser les standards de classe mondiale.

C'est dans ce contexte que le présent document est rédigé. Comment soutenir les entreprises québécoises, tous secteurs industriels confondus, leur créer un environnement favorable, principalement pour les PME, le moteur de notre économie, afin de les aider à se renouveler constamment et à devenir toujours plus compétitives face à une concurrence accentuée par la mondialisation de l'économie?

L'angle emprunté pour la rédaction de ce document est résolument celui de la promotion de l'industrie des services comme moteur du développement économique du Québec. Une forte proportion de cette industrie est orientée vers le savoir et l'innovation. Elle est créatrice d'emplois de qualité et contribue significativement à la valeur ajoutée de tout le tissu industriel québécois.

Dans un premier temps, après une brève mise en contexte, l'importance du secteur des services dans les économies mondiale, canadienne et québécoise, est démontrée. Cette section se termine

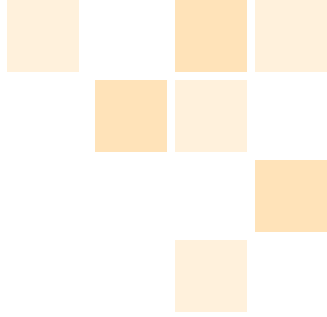
1 United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD), World Investment Report 2004, The Shift Towards Services, United Nations, 2004, p. 97.

2 http://strategis.ic.gc.ca/sc_economy/sio/cis41-91gdpf.html

3 PIB aux prix de base par industrie, aux prix de 1997, données désaisonnalisées et annualisées, en millions de dollars, Québec, 2003-2004, Institut de la statistique du Québec (ISQ), Direction des statistiques économiques et sociales.

4 http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/march_travil_remnr/parnt_etudn_march_travil/pop_active/rmr_act_eco_2003.htm, Le marché du travail selon l'activité économique, par région métropolitaine de recensement, Québec, 2003 (ISQ).

5 <http://www.statcan.ca/Daily/Francais/050107/q050107a.htm>, Le Quotidien, Enquête sur la population active.



par un bref aparté qui présente les facteurs à l'origine de la performance de l'industrie des services.

En second lieu, une mise en parallèle des industries productrices de biens et de services permet de dégager les interrelations étroites qui les caractérisent. Un argumentaire est présenté au sujet de l'impact respectif de ces secteurs sur la croissance économique. Il en découle un rôle de premier plan du sous-secteur des services stratégiques aux entreprises dans le développement économique et la nécessité de favoriser la croissance de ce secteur industriel.



Mise en contexte 2

2 Mise en contexte

2.1 Le contexte

Le contexte mondial, qu'il soit économique, social, culturel ou politique regorge d'occasions et de défis qui se présentent quotidiennement aux organisations québécoises.

La mondialisation accroît l'interdépendance entre les pays et les habitants du monde. Elle s'exprime, sur le plan économique, par l'ouverture des marchés nationaux à la concurrence étrangère. L'invasion progressive des technologies de l'information et des communications (TIC) abolit les frontières de temps et d'espace et favorise la prédominance de l'économie du savoir. La vulnérabilité croissante de l'environnement, le réchauffement climatique et l'épuisement progressif des ressources naturelles concernent tous les habitants de la planète. Ces phénomènes actuels appellent à une redéfinition des façons de faire et de nouvelles tendances apparaissent.

Les États nations, confrontés à des pressions budgétaires insoutenables, tendent à se recentrer sur leurs fonctions de base et mettent de l'avant de nouvelles initiatives comme les partenariats public-privé (PPP) et des modèles de développement orientés vers le développement durable. Les marchés publics sortent de leur attitude protectionniste et s'ouvrent à la concurrence nationale et internationale. La sécurité d'emploi cède le pas à l'employabilité et l'apprentissage tout au long de la vie (*lifelong learning*) devient une composante essentielle du marché du travail. Les métropoles s'affirment comme pôles économiques et financiers mondiaux. Les agences de promotion des investissements s'efforcent d'attirer les investissements directs étrangers (IDE), devenus, aux dépens du commerce, la forme la plus importante de fourniture de biens et services aux marchés étrangers et une source précieuse d'emplois. De leur côté, les entreprises se concentrent sur leurs compétences clés, leur cœur de métier, et ont de plus en plus recours à l'impartition de leurs fonctions d'affaires, etc.

Toute cette effervescence présente, comme toile de fond commune aux pays de l'OCDE, une quête de productivité destinée, d'une part, à assurer la compétitivité nationale et, d'autre part, à contrer les effets du déclin démographique, qui menace la croissance du niveau de vie. Celle-ci s'exprime par la croissance de la production intérieure brute par habitant (PIB/habitant).

La croissance du PIB par habitant comporte deux composantes : 1) la croissance du nombre d'heures travaillées (*labour utilisation*), qui se manifeste, entre autres, par un nombre croissant de femmes sur le marché du travail et la croissance du nombre de personnes en âge de travailler; et 2) la croissance de la productivité (*labour productivity*) qui s'exprime en PIB produit par heure. À son tour, la notion de productivité peut se décomposer en trois éléments : croissance du capital physique à la disposition des travailleurs (ex. : TIC), croissance du capital humain (*literacy level*) et croissance de la productivité multifactorielle. Celle-ci sert à mesurer l'efficacité avec laquelle les intrants sont utilisés dans l'activité de production. Elle est calculée comme la différence entre la croissance de la production et celle des intrants combinés en travail et en capital.

2.2 Objectifs et définitions

2.2.1 Objectifs

Le présent document vise deux objectifs principaux. Premièrement, il doit permettre de bien démontrer l'importance de l'industrie des services au Québec. Pour ce faire, un bilan de la situation actuelle de ce secteur industriel est dressé. Une définition, la plus claire possible, de cet univers « intangible » est proposée. Ses caractéristiques, ses structures, ses typologies et ses nomenclatures sont décrites. Un survol des économies mondiale, canadienne et québécoise permet de mieux saisir la prédominance du secteur tertiaire dans l'économie contemporaine. La contribution des services à l'activité économique, les facteurs déterminants de la performance des services, la dynamique des différentes catégories de services entre elles et la relation active et créatrice de valeur qui existe entre le secteur des services et les autres secteurs industriels sont présentés.

Deuxièmement, certaines tendances lourdes se profilent à l'échelle mondiale en ce qui a trait au développement du secteur des services. De nombreux gouvernements se sont déjà penchés sur la question et, à la lumière des constats réalisés, certaines avenues sont abordées.

2.2.2 Définitions

Les services sont généralement perçus comme étant intangibles, invisibles, périssables, hétérogènes et requérant une production et une consommation simultanée, alors que les biens sont perçus comme étant tangibles, visibles, entreposables et ne nécessitant pas d'interaction particulière entre le producteur et le consommateur⁶. Toutefois, la frontière qui sépare les services des biens n'est pas aussi claire qu'il y paraît. Premièrement, plusieurs services comportent des éléments tangibles (un rapport), visibles (pièce de théâtre) et entreposables (boîte vocale). Deuxièmement, plusieurs biens sont produits dans le but de combler un service ou une fonction (téléphone). Troisièmement, il y a peu de « purs » biens et services : à peu près tous les biens requièrent des services pour être produits, tandis que plusieurs services nécessitent des actifs physiques ou des biens intermédiaires pour être produits et, au point de vente, plusieurs biens et services sont offerts simultanément. Par exemple, l'industrie du transport aérien requiert l'utilisation d'aéronefs et d'autres équipements pour exercer sa prestation.

Ces caractéristiques font qu'il est difficile de formuler une définition claire des services. En fait, il n'existe aucune définition des services qui soit communément acceptée⁷. Le Conseil de la

⁶ Avis « L'innovation dans les services, pour une stratégie de l'immatériel », Conseil de la science et de la technologie, gouvernement du Québec, 2003, p. 6 et 7.

⁷ United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD), World Investment Report 2004, The Shift Towards Services, United Nations, 2004, p. 145.

science et de la technologie du Québec, dans une publication récente : « L'innovation dans les services, pour une stratégie de l'immatériel »⁸, présente quatre typologies des services fondées sur des critères d'homogénéité. Dans les faits, il s'agit de définitions par défaut reposant sur l'énumération de caractéristiques. Une première typologie s'appuie sur les caractéristiques fonctionnelles des services. Une seconde classification met en lumière le degré de savoir des services. Une troisième typologie fait valoir les caractéristiques économiques des services, tandis que la quatrième classification met l'accent sur la clientèle cible. Il pourrait exister de nombreuses autres typologies, ces quelques-unes en démontrent l'étendue des possibilités. *L'annexe 1* en présente la synthèse.

2.2.2.1 Nomenclatures

Afin d'aplanir les ambiguïtés et d'harmoniser les perspectives, les organisations internationales et leurs pays membres adoptent des systèmes communs de nomenclature statistique. Ceux-ci visent à fournir des définitions communes de la structure des activités économiques et à établir un cadre statistique commun, qui facilite l'analyse économique des pays visés. Le lecteur trouvera à l'annexe 2 un court aperçu des nomenclatures statistiques utilisées dans ce document.

2.3 Délimitation du secteur des services stratégiques aux entreprises

Cette section a comme objectif de présenter les différents types d'entreprises de services et de les distinguer suivant leurs clientèles respectives. Il faut noter, comme indiqué plus haut, que tout regroupement,⁹ quel qu'il soit, comporte des chevauchements qui peuvent indisposer certains experts du secteur des services. Cette simplification n'a pas d'autre objectif que celui de permettre une différenciation entre les industries de services orientées sur la création de valeur et les autres types de services. De plus, cette nomenclature a l'avantage de mettre l'accent sur les principaux agents économiques de la société québécoise.

2.3.1 Services aux consommateurs

Les entreprises de services aux consommateurs se caractérisent par une relation directe entre le prestataire et le consommateur et sont destinées à satisfaire les besoins essentiels et personnels des gens.

⁸ Avis « L'innovation dans les services, pour une stratégie de l'immatériel », Conseil de la science et de la technologie, gouvernement du Québec, 2003, p. 8, 9 et 10.

⁹ Avis « L'innovation dans les services, pour une stratégie de l'immatériel », Conseil de la science et de la technologie, gouvernement du Québec, 2003 p. 10.

Ces services regroupent :

- le commerce de détail;
- l'hébergement et la restauration;
- les arts, spectacles et loisirs;
- les autres services personnels.

2.3.2 Services gouvernementaux

Les entreprises de services gouvernementaux se distinguent par son prestataire, qui est traditionnellement l'un des paliers de gouvernement et par la cohésion sociale à laquelle elles sont destinées.

Ces services regroupent :

- les services d'enseignement;
- les soins de la santé et l'assistance sociale;
- les administrations publiques.

2.3.3 Services aux producteurs

Les entreprises de services aux producteurs se différencient par leur clientèle, qui est surtout constituée d'entreprises de production de biens et de services mais aussi d'administrations publiques, de sociétés d'État et d'organisations sans but lucratif. C'est dans ce réservoir d'entreprises que se retrouvent les firmes de services stratégiques aux entreprises.

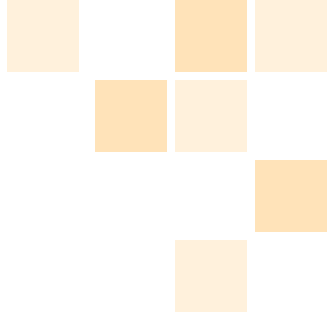
Ces services regroupent :

- le commerce de gros;
- le transport et l'entreposage;
- les services financiers, les assurances, l'immobilier et la location;
- les industries de l'information et culturelles;
- les services professionnels, scientifiques et techniques;
- la gestion d'entreprise, les services administratifs et les services de soutien.

2.3.4 Services stratégiques aux entreprises

Parmi les entreprises de services aux producteurs, certaines se caractérisent par leur apport à l'efficacité industrielle, c'est ce qu'il est convenu de nommer les entreprises de services stratégiques aux entreprises¹⁰. À ce stade-ci, il ne s'agit pas de faire l'étude exhaustive de cette industrie et de

¹⁰ Les services stratégiques aux entreprises, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 1999, Les édition de l'OCDE, France, 254 pages.



déterminer l'importance à accorder à l'un ou l'autre de ses sous-secteurs. L'objectif consiste à les présenter nominalement et à donner un aperçu de leur rôle essentiel dans l'activité économique. La section 4 présentera la dynamique des différentes catégories de services entre elles et avec le secteur manufacturier. La relation active et créatrice de valeur qui existe entre le secteur des services stratégiques aux entreprises et les autres secteurs industriels y apparaît clairement.

Parmi les industries ci-dessous, certaines revêtent un caractère plus stratégique que d'autres. Une distinction plus poussée gagnerait à être faite éventuellement. Grosso modo, voici, selon l'approche préconisée par l'OCDE¹¹, les industries de services stratégiques aux entreprises :

- services comptables;
- services de conseil en gestion;
- services et conseil en ressources humaines;
- services de formation;
- services juridiques;
- services financiers;
- services immobiliers et de location;
- services de génie;
- services informatiques;
- services de communication et de marketing;
- services spécialisés de design;
- services de R-D scientifiques;
- services de conseil scientifiques et techniques;
- services de conseil en environnement;
- services liés à la gestion de la chaîne logistique.

Ces entreprises s'adressent à tous les acteurs industriels, de la microentreprise, en passant par les firmes transnationales jusqu'aux organismes sans but lucratif et entités gouvernementales diverses. Elles sont constituées d'intervenants spécialisés œuvrant au sein d'organisations toutes aussi diversifiées qu'hétérogènes. La plupart du temps on fait affaire avec ces entreprises, entre autres, pour¹² :

- apporter une plus grande souplesse à la chaîne de production;
- instaurer une spécialisation plus poussée;
- soutenir une différenciation de produits;
- soutenir une concentration sur les activités centrales;
- établir un changement dans l'organisation interne;
- améliorer les processus;
- appliquer des réductions de coûts;
- implanter une approche qualité;
- favoriser un meilleur accès aux connaissances, aptitudes, expertises et nouvelles technologies;
- développer de nouveaux marchés.

Ainsi donc, après avoir situé l'univers des services dans l'économie et avoir retenu une typologie, il convient d'en démontrer l'importance économique.

¹¹ Idem.

¹² La contribution des services aux entreprises à l'efficacité industrielle. Un cadre pour une politique communautaire. Commission des communautés européennes. Bruxelles, 1998, p.10.



Importance des services dans l'économie 3

3 Importance des services dans l'économie

3.1 Part des services dans l'économie - Monde, Canada, Québec et Ontario

La croissance de l'industrie des services, loin d'être un phénomène ponctuel, constitue une tendance lourde observable à l'échelle mondiale. Cette section en fait la démonstration.

3.1.1 Part relative des services dans l'économie canadienne

Le tableau ci-dessous parle de lui-même. L'industrie des services représente plus des deux tiers du PIB canadien et près de trois emplois sur quatre en dépendent.

Tableau 1 – Emploi et PIB en 2003 dans les services

	Emploi (milliers)	Emploi (%)	PIB (M\$)*	PIB (%)
Canada	11 734	74,9	697 886	68,8
Ontario	4 568	73,6	295 338	69,7
Québec	2 706	74,7	145 315	67,0

* M\$ enchaînés prix de base 1997
Source : Statistique Canada

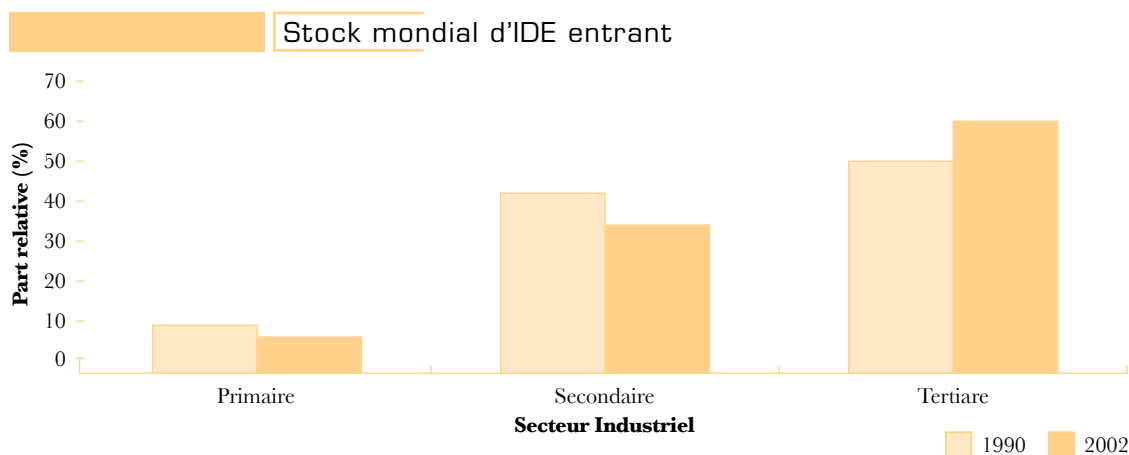
3.1.2 L'investissement direct étranger (IDE)

L'IDE est un placement fait par un investisseur d'un pays qui suppose une relation à long terme, un intérêt durable et une influence importante sur la gestion d'une entreprise se trouvant dans un autre pays. Il exige habituellement une participation de 10 % ou plus aux actions avec droit de vote, mais ne signifie pas forcément le contrôle de l'entreprise étrangère¹³. Ces investisseurs sont habituellement des entreprises transnationales. Celles-ci sont définies comme étant des entreprises incorporées ou non incorporées qui sont composées d'une entreprise mère et de ses filiales étrangères. L'IDE comporte les trois composantes suivantes : le capital action, les profits réinvestis et les prêts intraentreprises. Les flux d'IDE représentent la somme des transactions annuelles de ce type, tandis que le stock d'IDE (portefeuille) constitue la totalité des IDE accumulés dans un pays au cours des ans. Il y a les IDE qui entrent (inward) dans un pays et ceux qui en sortent (outward). Il existe d'autres formes d'investissements étrangers qui ne sont pas comptabilisés dans les IDE et qui supposent une voix dans la gestion d'une firme étrangère. La sous-traitance, les contrats de gestion, les arrangements clé en main, le franchisage et les licences en constituent quelques-unes. Ces formes d'investissements des entreprises transnationales sont comptabilisées dans les statistiques sur la balance des paiements sous la rubrique « royautés et honoraires de licences ».

¹³ Le point sur le commerce en 2004, Cinquième rapport annuel sur le commerce international du Canada, p.47, <http://www.dfait-maeci.gc.ca/eet/trade/state-of-trade-fr.asp>

D'entrée de jeu, il faut noter que l'investissement est synonyme d'expansion de l'offre soit par une augmentation du nombre d'unités productrices ou par l'augmentation de la productivité de chacune d'elles, ce qui entraîne une hausse du PIB. En théorie, une croissance des investissements signifie une hausse de production future. Par conséquent, un secteur qui réaliserait plus d'investissements qu'un autre secteur escompterait accroître graduellement sa part relative de l'ensemble de l'économie. L'investissement direct étranger (IDE) est un indicateur qui permet d'illustrer la proportion de plus en plus grande de l'industrie des services dans l'économie mondiale.

Sur le plan mondial, la structure de l'IDE s'est considérablement modifiée depuis le début des années 1970. À cette époque, les services ne constituaient que le quart des stocks d'IDE. Cette part est passée à un peu moins de 50 % en 1990 et représentait en 2002 environ 60 % de tout le stock d'IDE à environ 4 billions de dollars américains. Pour la même période, la part du secteur primaire est passée de 9 % à 6 %, tandis que celle du secteur manufacturier se contractait, passant de 42 % à 34 % du stock mondial d'IDE. Les flux d'IDE suivent la même tendance et, en moyenne, les services constituaient en 2001-2002 les deux tiers des flux d'IDE entrants mondiaux. Ils étaient évalués à 500 milliards de dollars américains¹⁴ (voir tableaux à l'annexe 3).



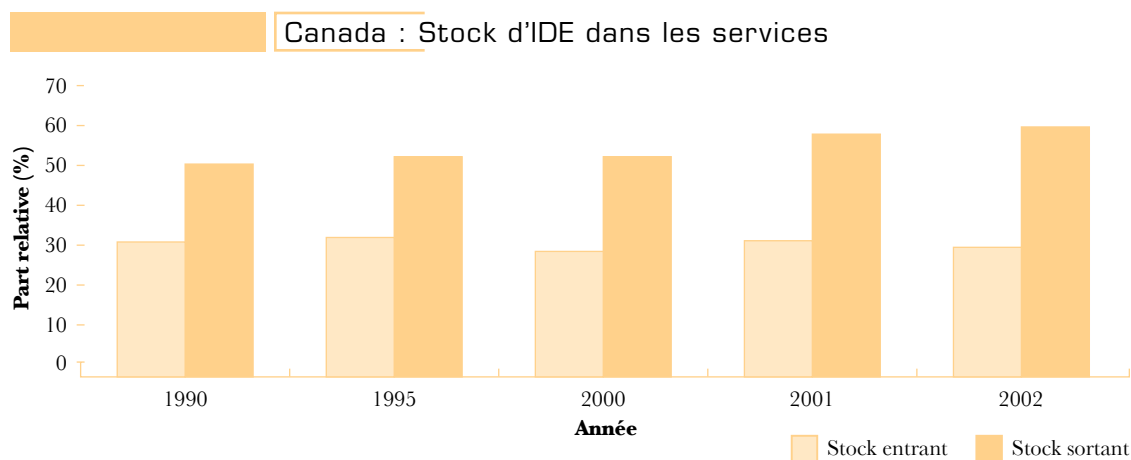
Source : UNCTAD, FDI database (www.unctad.org/fdistatistics).

Au cours de la période se situant entre 1990 et 2002, le Canada a vu la part relative des services se maintenir de façon constante en ce qui a trait au stock d'IDE entrant au pays, alors que la part relative des services dans les stocks d'IDE sortant du pays s'est accrue de près de 10 %¹⁵. Différentes causes expliquent l'écart croissant entre le niveau des IDE qui entrent et celui des IDE qui sortent. D'une part, les IDE entrant au Canada sont modulés par la limite légale imposée à la propriété étrangère dans certains secteurs industriels jugés névralgiques et nécessaires à la cohésion sociale et à la sécurité nationale tels que le transport aérien, les industries culturelles et plusieurs services gouvernementaux. De plus, les secteurs traditionnels de la fabrication et des

¹⁴ United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD), World Investment Report 2004, The Shift Towards Services, United Nations, 2004, p. xx.

¹⁵ Idem pp. 307-309.

ressources naturelles canadiennes (énergie et minéraux) avec respectivement plus de 40 % et 13,5 % du stock total d'IDE entrant en 2003 continuent de détenir une part privilégiée de l'IDE entrant au Canada. D'autre part, les IDE sortant du Canada profitent des tendances mondiales à l'ouverture des marchés et reflètent la part croissante des services dans l'économie mondiale (voir tableaux à l'annexe 3). Comme exemple probant d'ouverture des marchés nationaux, la part des finances et assurances dans le stock d'IDE sortant du Canada atteignait 36 % du total en 2003, soit 4 % de plus qu'en 1999¹⁶.



Source: UNCTAD , FDI database (www.unctad.org/fdistatistics)

Sur le plan mondial, la composition du stock d'IDE entrant dans les services subit, elle aussi, une transformation. En 1990, le commerce et les finances représentaient 65 % de tout le stock d'IDE entrant dans les services, alors qu'en 2002 cette proportion a baissé, passant à 47 %. Dans cet intervalle, d'autres industries de services ont émergé. Les IDE ont été multipliés par 14 dans le secteur de l'électricité, gaz et eau, ils sont 16 fois plus élevés dans l'industrie du transport, de l'entreposage et des communications alors que le secteur des services aux entreprises a vu son stock d'IDE multiplié par 9 pour la même période.

¹⁶ [http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/vwapj/mtb200411f.pdf/\\$FILE/mtb200411f.pdf](http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/vwapj/mtb200411f.pdf/$FILE/mtb200411f.pdf), p. 7.

Tableau 2 – Stock mondial estimé d'IDE entrant dans les services, par industrie

	1990		2002		Δ1990-2002
	M\$ US	%	M\$ US	%	%
Transport, entreposage et communications	28 990	3,1	476 082	10,9	1642
Électricité, gaz et eau	10 072	1,1	143 851	3,3	1428
Tertiaire non spécifié	15 591	1,6	205 207	4,7	1316
Santé et services sociaux	1 044	0,1	12 553	0,3	1202
Services aux entreprises	125 756	13,3	1 150 676	26,4	915
Services sociaux, communautaires et personnels	14 029	1,5	69 483	1,6	495
Éducation	99	0,0	400	0,0	404
Commerce	233 327	24,6	793 724	18,2	340
Construction	22 609	2,4	75 436	1,7	333
Finances	382 453	40,3	1 248 975	28,6	326
Hôtels et restaurants	25 382	2,7	75 334	1,7	296
Autres services	88 755	9,4	105 032	2,4	118
Administrations publiques et défense	N. d.	N. d.	6 617	0,2	N. d.
Total, services	948 106	100,0	4 363 371	100,0	460

Source : UNCTAD, FDI database (www.unctad.org/fdistatistics).

De toute évidence, les services constituent une part croissante de l'IDE entrant dans les pays, non seulement dans les secteurs traditionnels du commerce, de la finance et du tourisme mais aussi dans des secteurs industriels réservés jusqu'à assez récemment aux monopoles étatiques, tels que l'électricité, l'eau et les télécommunications. La prédominance de l'industrie des services sur le plan mondial s'exprime aussi par le nombre croissant d'entreprises transnationales œuvrant dans cette industrie même parmi celles qui exercent traditionnellement leurs activités principales dans le secteur manufacturier. International Business Machines (IBM), qui a vendu en décembre 2004 à Lenovo, une entreprise chinoise, sa division de fabrication d'ordinateurs personnels, en constitue le parfait exemple. Cette entreprise, autrefois entièrement dédiée au secteur manufacturier, réalise maintenant plus de 50 % de ses revenus dans le secteur des services aux entreprises.

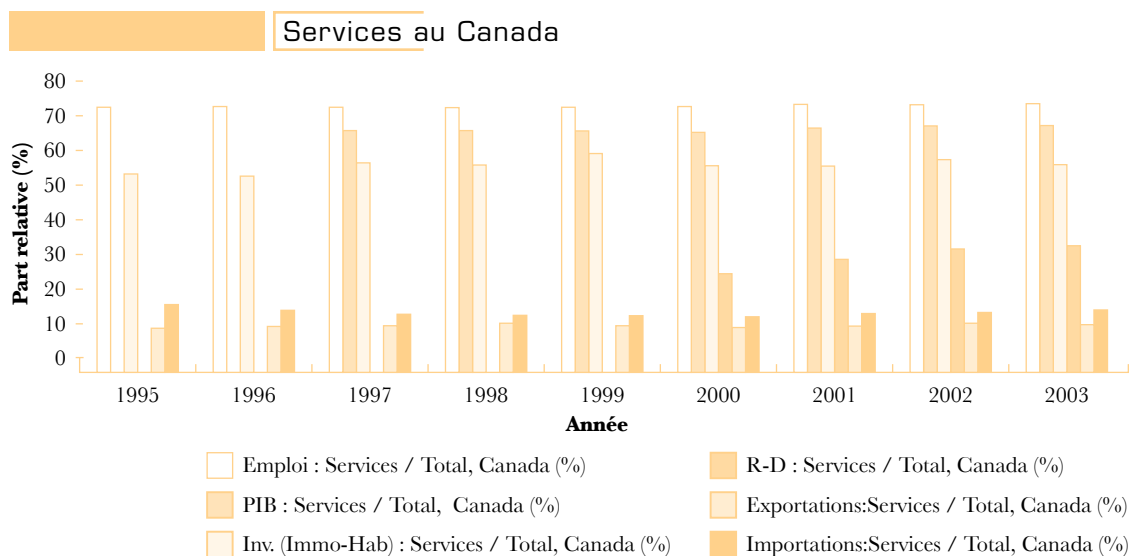
Enfin, les développements récents et spectaculaires de l'industrie des technologies de l'information et des communications (TIC) font que la présence simultanée du producteur et du consommateur de services n'est plus toujours nécessaire. À des coûts négligeables, l'information peut être numérisée et transmise partout dans le monde quasi instantanément. Ainsi, certains services peuvent être divisés en leurs composantes et réalisés dans les pays où leur production est la plus efficace, voire la moins coûteuse. Cela ouvre la porte au phénomène encore récent et marginal de l'émergence des IDE dans le secteur des services orientés sur l'exportation. Par exemple, les centres de services à la clientèle, les services d'analyse financière et de comptabilité,

le radiodiagnostic, les services de logistique ou de gestion de la chaîne d'approvisionnement, les services de R-D, les services de conception de nouveaux produits et les services de gestion des ressources humaines sont devenus des services exportables.

Pour en savoir plus au sujet de l'investissement direct étranger (IDE), les définitions s'y rapportant et ses implications, le lecteur consultera l'annexe 4.

3.1.3 Part des services au Canada

Une revue des séries chronologiques des comptes nationaux du Canada indique que le secteur des services occupe et conserve une place prépondérante et stable dans l'économie canadienne. Bon an, mal an, depuis plus de 10 ans, ce secteur industriel se situe à près de 75 % des emplois canadiens, génère environ 70 % du PIB, est responsable de près de 60 % de la formation brute de capital fixe (FBCF)¹⁷ et monopolise une part croissante des efforts en R-D, soit 35 % du total de ces dépenses en 2003.



Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, et ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Direction de l'analyse économique et des projets spéciaux.

Toutefois, la balance commerciale canadienne est déficitaire au niveau des services. De 1995 à 2003, les exportations de services constituent en moyenne 13 % des exportations totales, tandis que les importations du secteur tertiaire représentent 16,5 % des importations totales. En termes absolus, au cours de cette période, les importations de services ont excédé de 7,3 milliards de dollars en moyenne les exportations de services. Sans être une source d'inquiétude, la balance commerciale négative des services indique que le Canada est un importateur net de services.

¹⁷ Cet investissement se présente sous la forme de constructions et principalement d'équipements traditionnels et, de plus en plus, d'équipements informatiques et logiciels.

En considérant que les services comportent une intensité de savoir supérieure à celle des biens, il serait souhaitable que le Canada se donne l'objectif de devenir un exportateur net de services, donnée qui traduirait une conversion graduelle à l'économie du savoir.

D'autres pays de l'OCDE, tels que les États-Unis, la France, l'Espagne et le Royaume-Uni, sont des exportateurs nets de services. Sans connaître le détail des statistiques, il faut noter que les industries du voyage et du transport s'ajoutent aux services commerciaux dans le calcul des transactions internationales de services. Ces pays se démarquent par des infrastructures très développées dans les domaines du transport et du tourisme, qui peuvent expliquer une partie de cette balance positive.

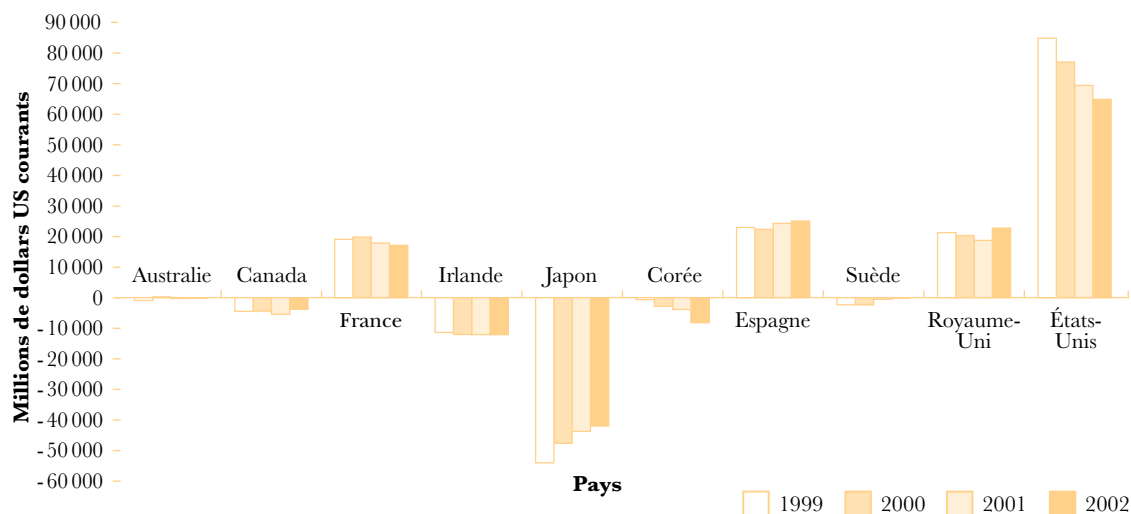
Tableau 3 – Les services au Canada

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Emplois ¹	10 107	10 350	10 638	10 933	11 167	11 427	11 734
PIB ²	550 440	572 158	603 224	631 056	653 811	681 007	697 886
Investissements ³	74 276	78 236	84 754	83 461	88 464	91 395	90 304 ⁵
R-D ⁴	N. d.	N. d.	N. d.	3 396	4 361	4 258	4 356
Exportations ⁴	45 225	52 043	55 221	61 313	62 394	65 570	61 592
Importations ⁴	53 544	57 476	61 277	66 417	68 827	71 666	71 776

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Direction de l'analyse économique et des projets spéciaux.

1. milliers
2. M\$ enchaînés aux prix de base 1997
3. Investissements = immobilisations – habitation : M\$ courants
4. M\$ courants
5. Donnée provisoire
- N. d. : non disponible

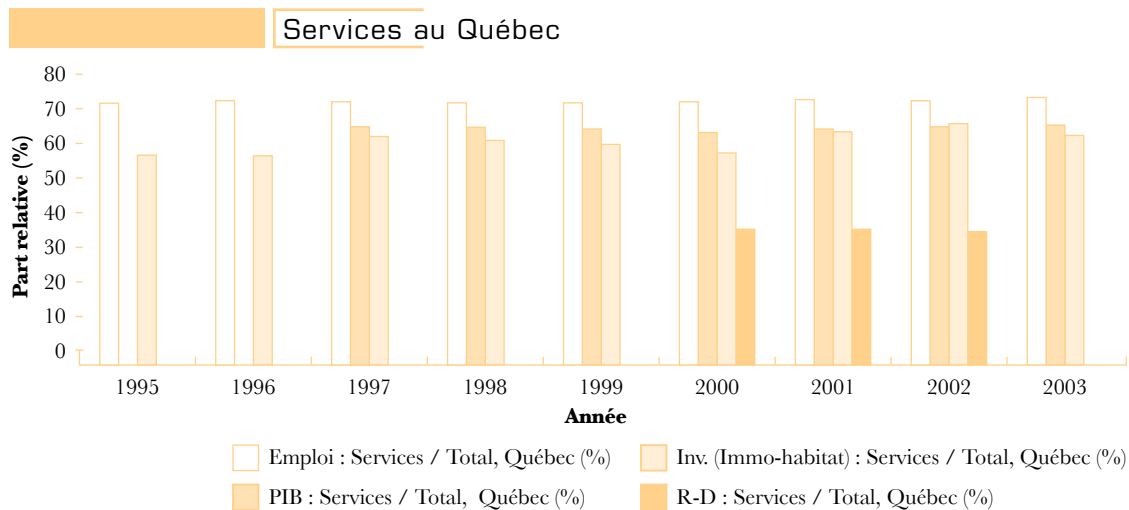
Balance commerciale des services



Source : OCDE Comptes nationaux.

3.1.4 Part des services au Québec et en Ontario

La lecture des séries chronologiques des comptes nationaux du Québec démontre que le secteur des services accapare une large part de l'économie québécoise. Bon an, mal an, ce secteur industriel est responsable de 75 % des emplois québécois, génère environ 68 % du PIB, accapare plus de 60 % de la formation brute de capital fixe (FBCF) et occupe une part croissante des efforts en R-D à 37,2 % du total de ces dépenses en 2002.



Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, et ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Direction de l'analyse économique et des projets spéciaux.

Toutefois, la balance commerciale québécoise est déficitaire au chapitre des services. Celle-ci est attribuable aux transactions interprovinciales. Depuis 1997, les exportations interprovinciales de services du Québec ont atteint en moyenne 10,3 milliards de dollars, tandis que ses importations moyennes de services se sont chiffrées à 13,3 milliards. Ainsi, le commerce des services avec les autres provinces canadiennes est déficitaire de 3 milliards en moyenne pour cette période. Les nombreux sièges sociaux situés dans les autres provinces canadiennes, principalement dans le domaine du commerce de détail et dans les secteurs des finances et assurances, expliquent en partie cet écart. Par contre, depuis l'an 2000, le Québec est devenu un exportateur net de services sur le plan international. Cette donnée est intéressante. Indique-t-elle un virage progressif du Québec vers l'économie du savoir, les services comportant, en général, un degré de savoir supérieur à celui des biens?

Tableau 4 – Les services au Québec

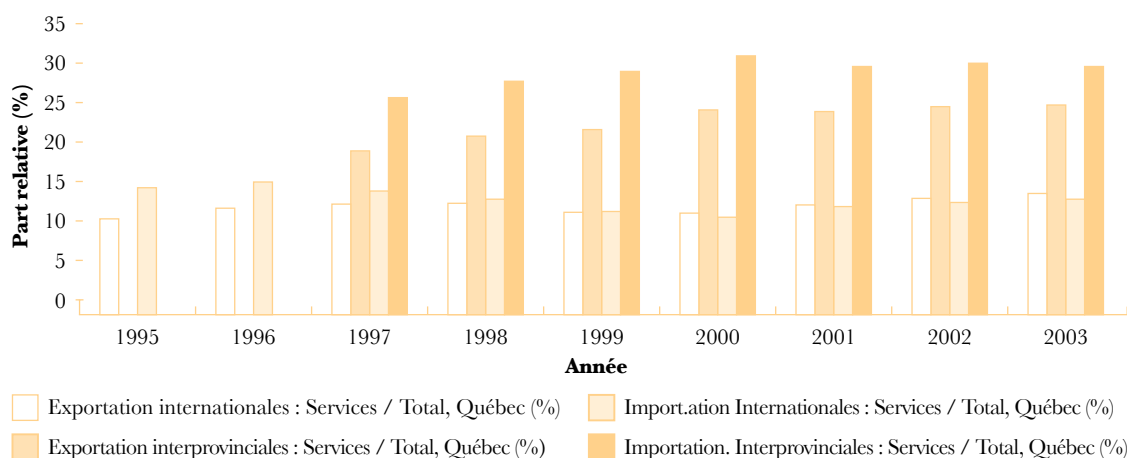
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Emploi ¹	2 325	2 375	2 429	2 501	2 551	2 633	2 706
PIB ²	116 500	120 106	126 936	130 587	134 614	141 533	145 315
Investissements ³	15 037	15 687	16 149	15 907	17 416	18 705	18 039 ⁵
R-D ⁴	N. d.	N. d.	N. d.	1 358	1 538	1 423	N. d.
Exportations Internationales ⁴	8 865	9 981	10 368	12 061	12 534	13 178	12 706
Importations Internationales ⁴	10 051	10 235	10 146	10 698	11 223	11 732	11 654
Exportations Interprovinciales ⁴	7 501	8 241	9 264	11 088	11 586	12 027	12 541
Importations Interprovinciales ⁴	9 808	10 733	12 113	14 872	14 488	15 080	15 758

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Direction de l'analyse économique et des projets spéciaux.

1. milliers
 2. M\$ enchaînés aux prix de base 1997
 3. Investissements = immobilisations – habitation : M\$ courants
 4. M\$ courants
 5. Donnée provisoire
- N. d. : non disponible

De 1995 à 2003, la part des services dans les exportations et importations totales se maintient à des niveaux relativement stables. À l'échelle interprovinciale, les services représentent près de 30 % des importations totales, tandis qu'ils constituent environ 25 % des exportations totales. Sur le plan international, comme indiqué plus haut, les exportations de services excèdent de peu les importations de services, à près de 15 % des exportations totales.

Québec : Échanges des services



Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Direction de l'analyse économique et des projets spéciaux.

La comparaison qu'il est possible de faire entre les industries de services québécoise et ontarienne est limitée, puisque l'Ontario n'a pas de statistiques portant sur le commerce extérieur des services. Seules les données non discriminées sur le commerce extérieur des biens et services sont disponibles. Par contre, au chapitre des emplois, du PIB, des investissements et des dépenses en R-D dans le secteur des services, il est aisé de constater que ces deux économies voisines partagent des caractéristiques communes.

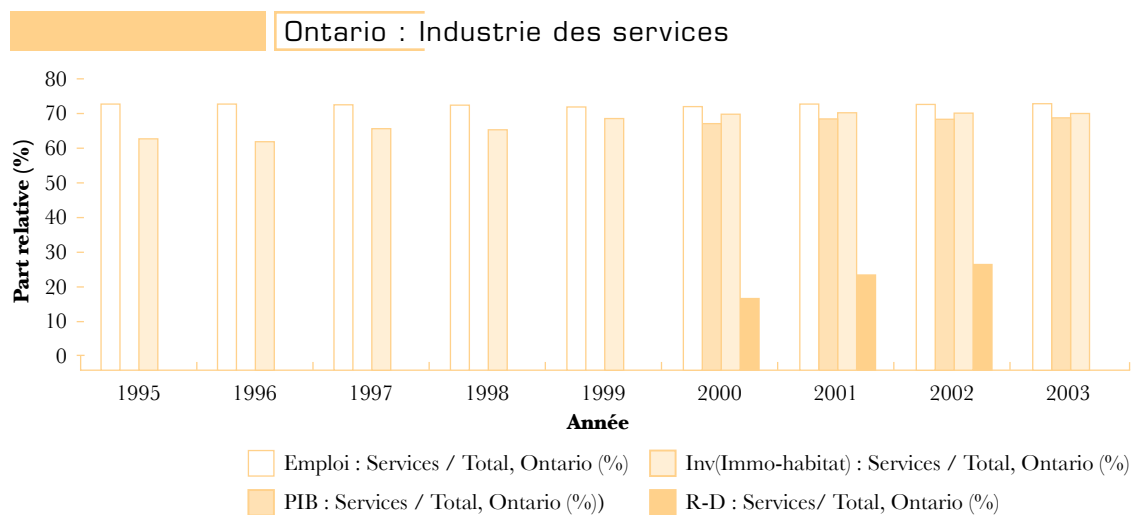


Tableau 5 – Les services en Ontario

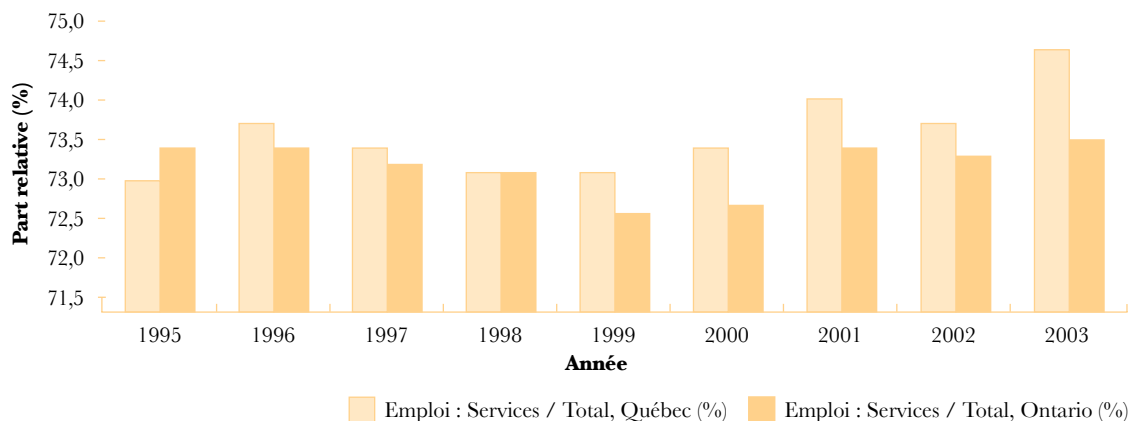
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Emploi ¹	3 875	3 990	4 098	4 235	4 354	4 428	4 568
PIB ²	N. d.	N. d.	N. d.	270 122	279 905	288 918	295 338
Inv. ³	31 642	32 367	34 835	35 918	37 979	38 112	39 025 ⁵
R-D ⁴	N. d.	N. d.	N. d.	1 360	2 001	1 909	N. d.

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et Ministère du développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Direction de l'analyse économique et des projets spéciaux.

- 1. milliers
- 2. M\$ enchaînés aux prix de base 1997
- 3. Investissements = immobilisations – habitation : M\$ courants
- 4. M\$ courants
- 5. Donnée provisoire
- N. d. : non disponible

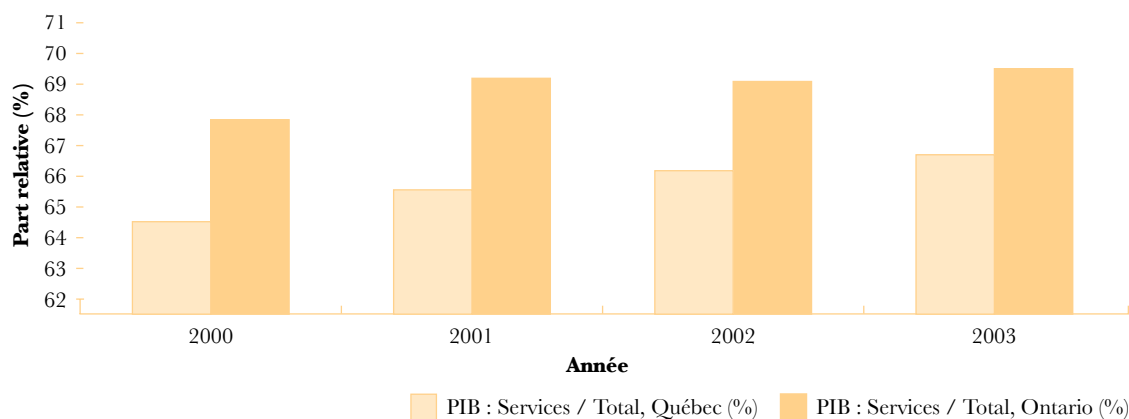
Trois distinctions sont tout de même notées. Une première concerne le PIB et l'emploi. À 69,7 % du PIB, le poids des services dans l'économie de l'Ontario est près de trois points de pourcentage supérieur à celui du Québec en 2003. Par contre, depuis 1995, le Québec se distingue par une proportion de travailleurs légèrement supérieure à celle de l'Ontario dans le secteur des services.

Québec et Ontario : Emploi dans les services



Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Direction de l'analyse économique et des projets spéciaux.

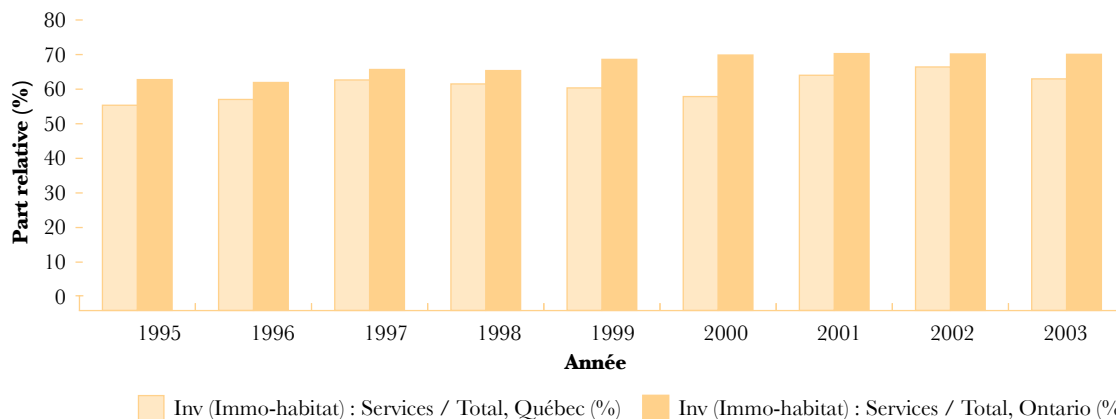
Québec et Ontario : Contribution des services au PIB



Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Direction de l'analyse économique et des projets spéciaux.

Une deuxième différence porte sur les investissements en immobilisations. De 1995 à 2003, l'Ontario a systématiquement investi plus que le Québec dans les immobilisations destinées au secteur tertiaire. En moyenne, six points de pourcentage favorisent l'Ontario à ce chapitre.

Québec et Ontario : Investissements dans les services



Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Direction de l'analyse économique et des projets spéciaux.

Québec et Ontario : R-D dans les services



Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Direction de l'analyse économique et des projets spéciaux.

La troisième caractéristique principale qui différencie les industries de services québécoise et ontarienne réside dans les investissements en R-D. Les dépenses en R-D effectuées au Québec dans les services, de 2000 à 2002, ont été beaucoup plus importantes qu'en Ontario pendant la même période. Cet écart, qui était de près de 20 points de pourcentage en 2000, a été ramené à huit points en 2002. Toutefois, le peu de données disponibles ne permet pas d'analyser les tendances.

La section 3.1 a permis d'illustrer la part dominante des services dans les économies mondiale, canadienne et québécoise. La section suivante propose de nuancer le rôle des différents secteurs et sous-secteurs des services dans l'économie québécoise.

3.2 La segmentation des services dans l'économie québécoise

Au Québec, **les entreprises de services aux consommateurs** représentent environ 34 % des emplois et 17 % du PIB relatifs au secteur québécois des services en 2003. Le commerce de détail joue un rôle moteur en contribuant à 9,1 % du PIB relatif aux services et à 17,2 % des emplois du secteur.

Les entreprises **de services gouvernementaux** représentent environ 33 % des emplois et 26 % du PIB relatifs au secteur québécois des services en 2003. Les soins de la santé et l'assistance sociale se démarquent en employant 16 % de toute la main-d'œuvre du secteur des services.

Les entreprises de services aux producteurs représentent environ 33 % des emplois et 57 % du PIB relatifs au secteur québécois des services en 2003. Le secteur des finances, assurances, de l'immobilier et de la location se distingue en contribuant à 26 % du PIB du secteur des services tout en n'employant que 7 % de sa main-d'œuvre.

Tableau 6 – PIB et Emploi par industrie de service

Québec 2003	PIB (%)	Emploi (%)
Services aux consommateurs		
Commerce de détail	9,1	17,2
Arts, spectacles et loisirs	1,6	2,6
Hébergement et restauration	3,0	8,0
Autres services, sauf les administrations publiques	3,6	6,1
Sous-total	17,3	33,9
Services gouvernementaux		
Services d'enseignement	7,1	9,2
Soins de santé et assistance sociale	9,9	15,9
Administrations publiques	9,3	7,9
Sous-total	26,3	33,0
Services aux producteurs		
Commerce de gros	8,5	5,0
Transport et entreposage	6,2	6,0
Industrie de l'information et industrie culturelle	6,5	3,1
Finance, assurances, immobilier et location	25,8	7,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	5,9	7,8
Gestion d'entreprises, services administratifs et de soutien	3,6	4,2
Sous-total	56,5	33,1
Total	100,1	100,0

Source : Statistique Canada

3.3 La contribution des services à l'activité économique

Plusieurs raisons expliquent la taille et le rôle croissants des services dans l'économie. Une publication récente¹⁸ de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) apporte un regard actuel sur ce phénomène.

Le secteur des services est constitué d'une grande variété d'activités allant de la coupe de cheveux jusqu'à la chirurgie cardiaque. Toutefois, l'augmentation de la part des services dans la valeur ajoutée totale¹⁹ de l'économie est grandement attribuable à la croissance des services relatifs aux entreprises. Aujourd'hui, dans les pays de l'OCDE, les finances, assurances et services aux entreprises apportent une contribution de 20 % à 30 % à la valeur ajoutée totale de l'économie, alors que cette proportion se situait entre 10 % et 20 % en 1980. Ces types de services sont soumis aux lois du marché qui favorisent la croissance de leur productivité. Dans les autres industries de services, comme le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, il n'y a à peu près pas eu de croissance de la valeur ajoutée entre 1990 et 2000 dans la plupart des pays de l'OCDE. Le cas des services de transport et des communications est particulièrement intéressant dans le sens où les prix et les quantités sont allés dans des directions opposées. D'une part, la production de ces services a considérablement augmenté mais, d'autre part, les progrès technologiques et la pression compétitive ont fait fléchir les prix, ce qui fait que la contribution de ces services à la valeur ajoutée totale de l'économie est presque nulle.

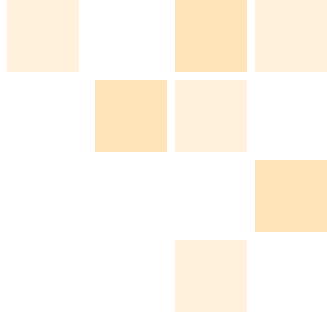
Les services occupent une part grandissante de l'emploi dans les pays de l'OCDE. Les services aux entreprises et les services sociaux et communautaires ont connu une croissance de l'emploi entre 1990 et 2000, alors que les services de transport et de communication ont vu leur part dans l'emploi total demeurer relativement stable. Fait intéressant, il ne semble exister aucune corrélation entre la croissance de l'emploi et celle de la productivité dans le secteur des services. Alors que la croissance de la productivité dans certains secteurs des services peut être associée à un exercice de rationalisation (*downsizing*) comme dans le cas des finances et assurances, d'autres secteurs des services affichent à la fois une croissance de la productivité et de l'emploi, reflétant ainsi une croissance de la demande de ces services comme en font foi le commerce de gros et détail, la location d'équipement et les services aux entreprises.

Un premier facteur explique la taille et le rôle croissants des services dans l'économie. Ce facteur est le faible potentiel de croissance de la productivité dans les secteurs des services de santé, ainsi que des services sociaux, communautaires et personnels. Ces services dits « stagnants »²⁰ sont les grands responsables, avec le commerce, les hôtels et les restaurants, de l'écart entre les industries de services et le secteur manufacturier au chapitre de la croissance de la productivité. Inversement, cet écart de productivité entraîne une allocation de ressources en capital humain dans le secteur des services qui connaît une croissance constante de l'emploi et des coûts de

18 Anita Wölfl, The service economy in OECD Countries, STI Working paper 2005/3, Statistical Analysis of Science, Technology and Industry, 11 Feb 2005, 81 pages.

19 Valeur ajoutée : valeur des biens et des services produits moins la valeur des consommations intermédiaires.

20 Anita Wölfl, The service economy in OECD Countries, STI Working paper 2005/3, Statistical Analysis of Science, Technology and Industry, 11 Feb 2005, 81 pages (p.14).

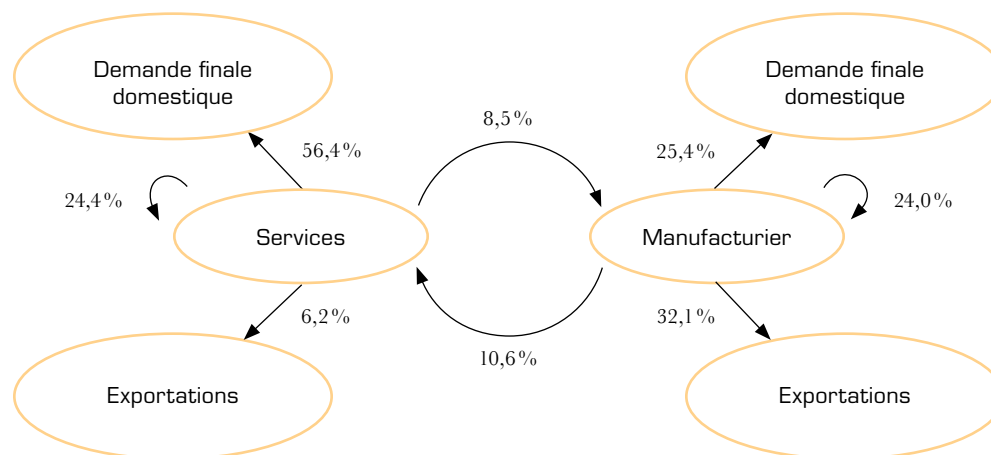


production. Dans les faits, les services sociaux, les services de santé, les services publics, les services d'éducation et de la vente au détail peuvent difficilement afficher de hauts taux de croissance de la productivité. Ces services étant orientés vers l'utilisateur final, les prestataires sont plutôt enclins à ajouter de la valeur à ces services au lieu d'en améliorer la productivité. Il est intéressant de noter que dans presque tous les pays de l'OCDE, la croissance de la productivité est supérieure dans le secteur manufacturier, étant même 66 fois plus élevée que celle des services aux États-Unis, en Suède et en Finlande entre 1990 et 2001.

Une seconde raison permet d'expliquer le rôle croissant des services dans l'économie. Elle a trait à des facteurs relatifs à la demande finale. Parmi ceux-ci, on note : 1) La croissance de la demande de certains services en fonction de la croissance des revenus; 2) Les développements démographiques tels que le vieillissement de la population et le faible taux de natalité; 3) La réforme de certains services en biens publics (État-providence) dans plusieurs pays de l'OCDE. À ce chapitre, les différences entre les pays de l'OCDE sont attribuables à l'écart de PIB par habitant entre ces pays en considérant que plus les revenus sont élevés, plus la demande de services est grande. Les services de santé et les services sociaux, les services communautaires et les services personnels sont les principaux visés par cette demande intérieure croissante. La demande finale de services n'est pas seulement intérieure, elle est aussi liée à la croissance des échanges internationaux de services. En moyenne, parmi les pays de l'OCDE en 2001, les échanges de services contribuaient à 4 % du PIB, tandis que la part des échanges de biens se situait à 15 %. Il faut noter que les services de transport, les services de voyage et certains services aux entreprises constituent les services que l'on retrouve le plus souvent dans les échanges internationaux. En 2002, ces services constituaient entre 21 % et 27 % du total mondial des importations et exportations de services.

Une troisième source permet d'élucider la conversion structurelle et graduelle de l'économie aux services. Il s'agit du rôle de plus en plus important que joue l'industrie des services comme fournisseur d'intrants intermédiaires. Comme le montre le schéma ci-dessous, il est estimé qu'environ 24 % des biens et services produits sont destinés à un usage intermédiaire à l'intérieur de leur propre secteur et qu'environ 34 % des biens et services produits sont utilisés comme produits et services intermédiaires dans les industries de biens et services. Environ 10,6 % des produits manufacturés sont employés comme intrants intermédiaires par les services, tandis que 8,5 % de la production des services sont utilisés par le secteur manufacturier comme intrants intermédiaires. Deux tendances expliquent l'interaction croissante entre les services et le secteur manufacturier. D'abord, la part des services nécessaire pour fabriquer des biens ou compléter l'offre de biens est croissante. L'industrie automobile en est le parfait exemple. En effet, des activités de services sont essentielles à la production (recherche marketing, R-D, gestion des RH...) et à la vente (financement, service de GPS, distribution...). Ensuite, les deux dernières décennies ont connu une tendance lourde au chapitre de l'impartition de services aux entreprises (R-D, finances, logistique...) dans les pays de l'OCDE. Dans ce sens, les services aux entreprises sont parfois considérés comme un moyen de transférer de l'innovation aux autres entreprises des services et aux autres industries.

Partis moyennes par pays [% de la production totale par secteur]



Note : Italie (1992), Australie, France, Allemagne, Royaume-Uni (1995), Canada, Japon, États-Unis (1997)
Source : OCDE, tables d'entrée-sortie

3.4 Les facteurs à l'origine de la performance de l'industrie des services

Cette section, issue d'une réflexion de l'OCDE²¹, permet de cerner et d'apprécier la pertinence des facteurs à l'origine de la performance de l'industrie des services.

3.4.1 Le rôle du capital physique

L'investissement dans la formation brute de capital fixe (FBCF)²² :

- favorise la croissance de la productivité;
- rend la nouvelle technologie accessible aux travailleurs;
- induit l'innovation;
- favorise l'évolution des processus d'affaire.

En 2001, les services reçoivent entre 50 % et 70 % de tous les investissements en FBCF pour l'ensemble de l'économie des pays de l'OCDE, quoique l'immobilier en reçoive à lui seul de 25 % à 30 %. Pour cette même année, la FBCF contribue environ à 25 % de la valeur ajoutée du secteur des services et à environ 20 % de celle du secteur manufacturier. Toujours en 2001, les secteurs du commerce de gros et de détail, du transport et des communications, et de l'intermédiation

²¹ Anita Wölfl, The service economy in OECD Countries, STI Working paper 2005/3, Statistical Analysis of Science, Technology and Industry, 11 Feb 2005, 81 pages (p.34 à p.56).

²² Cet investissement se présente sous la forme de constructions et principalement d'équipements traditionnels et, de plus en plus, d'équipements informatiques et logiciels.

financière présentent des investissements en FBCF qui contribuent jusqu'à 30 % de la valeur ajoutée de ces industries, alors que ces mêmes investissements ne contribuent qu'à environ 5 % à 10 % de la valeur ajoutée des secteurs de l'éducation, de la santé et des services sociaux. Cela suggère que les industries de services à forte intensité de capital physique tendent à avoir un taux de croissance de la productivité des travailleurs supérieur à celles à faible intensité en capital physique. D'ailleurs, il existe une corrélation positive entre les productions à forte intensité de capital physique et la croissance de la productivité des travailleurs. Au Canada, c'est le cas des industries du transport et des communications et de l'intermédiation financière. À l'inverse, les secteurs des hôtels et restaurants, des services sociaux et des services personnels, où le ratio capital/travailleur est faible, présentent un faible taux de la croissance de la productivité.

3.4.2 L'innovation dans les industries de service

L'intensité en savoir est un déterminant essentiel de la productivité à long terme et de la croissance économique. Contrairement au capital physique, caractérisé par des rendements décroissants à long terme, le capital savoir stimule la croissance à long terme.

En 2001, les entreprises de service représentaient, en moyenne, dans les pays de l'OCDE, une proportion de 20 % à 30 % de tous les efforts de R-D. Pour cette même année, la part des dépenses d'entreprises en R-D dans la valeur ajoutée totale du secteur des services se chiffrait à 0,4 % en moyenne parmi les pays de l'OCDE, alors que la part du secteur manufacturier était de 7 %.

Les secteurs où l'intensité de la recherche est la plus faible sont le commerce de gros et de détail, le transport et l'entreposage et l'intermédiation financière (0,1 % de la valeur ajoutée en moyenne parmi les pays de l'OCDE). À l'opposé, les secteurs des communications, des services postaux, des services informatiques et des services de R-D sont ceux où l'intensité de la R-D est élevée (environ 6 % de la valeur ajoutée totale).

Il existe plusieurs barrières à l'innovation dans le secteur des services :

- La nature immatérielle de l'innovation, la difficulté de la protéger par un brevet et la rapidité avec laquelle la concurrence s'approprie les innovations d'autrui constituent un frein à l'innovation et à sa diffusion.
- Les petites firmes, caractéristiques du secteur des services, ne peuvent utiliser les économies d'échelle qu'apportent les innovations, ce qui crée une barrière à l'innovation. De même, les petites firmes ne peuvent se permettre le risque d'entreprendre de coûteux projets de R-D qui peuvent ne jamais aboutir et ne peuvent non plus répartir le risque entre plusieurs projets.
- Une information incomplète et asymétrique est un frein à l'innovation. Les projets de R-D sont caractérisés par de longues périodes de temps séparant l'investissement, la création de savoir et la vente du nouveau produit et/ou service. Le manque de financement est un obstacle majeur à l'innovation dans les services.

- Les entreprises de services se lient traditionnellement à d'autres firmes ou organismes dans leur processus d'innovation. L'innovation dans les services provient majoritairement de l'usage de la connaissance ou de la technologie créées par d'autres firmes dans d'autres industries. À ce sujet, le manque d'information sur les technologies et/ou les marchés disponibles constitue un frein à l'innovation.
- Un manque de concurrence internationale ne favorise pas l'innovation dans les services. Il n'y a pas assez de pression externe pour favoriser l'émergence d'activités orientées sur la productivité telles que l'innovation. Toutefois, une part croissante des services est soumise à la concurrence étrangère comme en fait foi l'augmentation des IDE dans le secteur des services.
- Certains services, notamment les services relatifs aux entreprises et les services de R-D scientifique contribuent indirectement à l'innovation et à la diffusion du savoir dans l'économie tout entière. Toutefois ces activités indirectes sont mal répertoriées dans les statistiques officielles, ce qui contribue à façonner une perception négative de l'innovation dans les services :
 - les entreprises de droit, de notariat et de services aux entreprises s'occupent des documents juridiques relatifs à l'innovation;
 - les fournisseurs de logiciels permettent le design et l'implémentation des innovations;
 - les ingénieurs mettent au point les prototypes;
 - les analystes de marché aident à lancer de nouveaux produits et services.

Pour des renseignements spécifiques sur l'innovation dans les services au Québec, le lecteur peut consulter le document du Conseil de la science et de la technologie : « L'innovation dans les services, pour une stratégie de l'immatériel ». Cet avis dresse un portrait d'ensemble des caractéristiques de l'innovation du secteur des services au Québec. Il évalue la place réservée aux services dans les politiques de l'innovation et recommande d'adapter les objectifs et les instruments de la Politique québécoise de la science et de l'innovation aux besoins et aux caractéristiques des entreprises du secteur des services.²³

3.4.3 Les habiletés et compétences dans les industries de services

Les habiletés et compétences des ressources humaines constituent un indicateur précieux de l'innovation et de l'intensité de savoir. Ces habiletés se mesurent par la scolarité des employés et les compétences liées à l'emploi. D'une part, la plupart des pays de l'OCDE, selon la disponibilité des données, montre un niveau de scolarité supérieur dans le secteur des services. Selon les pays, la part des employés de ce secteur ayant un niveau de scolarité supérieur va de 15 % à 40 %. Une grande proportion de ces emplois va à l'éducation, à la santé, aux services sociaux, à l'intermédiation financière et aux services aux entreprises. D'autre part, les services orientés sur le marché comme le commerce de gros et de détail, le transport et les communications montrent un niveau de scolarité tout de même supérieur à celui du secteur manufacturier. Pour ce qui est des compétences liées à l'emploi (*occupational skills*), l'intermédiation financière, la location d'équipement, les services aux entreprises aussi bien que la santé, l'éducation et les services sociaux, montrent une forte proportion de personnel possédant un niveau élevé de compétence.

²³ Avis « L'innovation dans les services, pour une stratégie de l'immatériel », Conseil de la science et de la technologie, gouvernement du Québec, 2003, 118 pages.

3.4.4 Entrées et sorties des entreprises de services

En général, et c'est commun à tous les pays de l'OCDE, par comparaison avec le secteur manufacturier, il n'y a qu'un petit pourcentage de firmes de services ayant un nombre d'employés supérieur à cinq. Le fait que le secteur des services est composé de petites entreprises peut avoir deux effets opposés quant à la croissance de la productivité et de l'emploi. D'une part, par rapport au secteur manufacturier, les taux d'entrée et de sortie sont beaucoup plus élevés dans le secteur des services, principalement dans le cas des entreprises liées aux TIC et aux services aux entreprises. Des études précédentes de l'OCDE ont démontré que généralement, plus il est facile pour les entreprises d'entrer dans un secteur, plus cela a des effets positifs sur la croissance de la productivité. Les firmes plus productives chassent les moins productives dans les marchés matures, alors que les nouveaux entrants exercent des menaces et des pressions sur les entreprises qui s'y trouvent déjà. D'autre part, à long terme, la croissance de la productivité et de l'emploi dans le secteur des services demeure faible si la taille des entreprises demeure petite et les taux de sortie demeurent élevés. Plusieurs entreprises de services demeurent petites à long terme, alors que les entreprises du secteur manufacturier ont tendance à croître avec le temps.

3.4.5 Les caractéristiques du marché du travail dans les services

Le marché du travail dans le secteur des services, lorsqu'il est comparé au secteur manufacturier, se caractérise par :

- un taux d'emploi à temps partiel supérieur;
- un taux d'emploi temporaire supérieur;
- un taux de participation supérieur des femmes à l'emploi (santé, éducation, soins personnels, etc.).

Les différences dans le travail à temps partiel, le travail temporaire et l'emploi permanent sont influencées par le cadre institutionnel et les caractéristiques de la force de travail telles que le taux de participation des femmes et la scolarité des employés. Le marché de l'emploi dans les services est aussi influencé par des différences du point de vue de la mobilité internationale de la main-d'œuvre. Par exemple, l'immigration permanente de la main-d'œuvre hautement qualifiée varie d'un pays à l'autre en fonction des politiques locales.

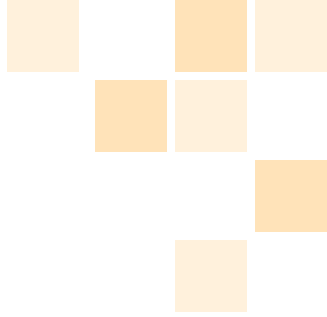
Une avenue prometteuse à explorer concerne les politiques relatives à l'immigration temporaire des travailleurs dans le secteur des services. Différents accords de commerce, notamment l'ALENA et l'AGCS, encadrent ces politiques. Les pays hôtes et sources pourraient en bénéficier soit en empêchant un exode massif des cerveaux, soit en comblant des besoins à court terme chez l'hôte, soit en améliorant la formation des travailleurs mobiles. Toutefois, de nombreux facteurs limitent la mobilité temporaire de la main-d'œuvre :

- besoin d'ententes bilatérales, multilatérales ou régionales;
- droits des travailleurs et sécurité sociale;
- reconnaissance des qualifications;
- taux de syndicalisation.

3.4.6 Le rôle de la réglementation

Les études de l'OCDE démontrent que des politiques destinées à limiter la réglementation, à enlever les restrictions à la frontière et à promouvoir la concurrence intérieure influent positivement sur la formation de capital en rendant l'économie plus attirante pour l'IDE et en stimulant l'investissement dans les secteurs névralgiques. La productivité multifactorielle est, elle aussi, stimulée par l'adoption de meilleures pratiques d'affaires et de meilleures technologies. À l'opposé, la réglementation peut limiter l'initiative entrepreneuriale, retarder l'innovation, restreindre l'accès au capital étranger et réduire les investissements dans les projets innovants. L'exemple du secteur des télécommunications est éloquent. Depuis que ce secteur a été ouvert à la concurrence internationale, les gains de productivité obtenus ont permis une chute constante des prix et l'amélioration considérable de la vitesse, de la qualité et de la variété des services offerts.

Toutefois certaines lois favorisent l'émergence d'entreprises du secteur des services. Parmi les plus notables, les lois concernant la protection de l'environnement permettent la création d'un sous-secteur de l'industrie des services orienté sur la conservation du patrimoine naturel.



Le développement industriel par les services 4

4 Le développement industriel par les services

Les sections précédentes ont permis de mieux définir le secteur des services, de circonscrire son étendue, de le segmenter, de démontrer son importance économique et de préciser sa contribution à l'activité économique. La présente partie porte sur la mise en parallèle des industries manufacturières et de services. Leur impact respectif sur la croissance économique y est défini.

Traditionnellement, au Québec comme ailleurs dans le monde, le développement industriel a toujours été fondé en priorité sur la croissance du secteur manufacturier. Toutefois, à la lueur des données présentées plus haut sur les services et selon les tendances observées sur le plan international, il semble opportun de s'interroger davantage sur le sujet.

Dans cette optique, le Québec possède une économie ouverte sur le monde et intégrée aux tendances actuelles. Une de ces tendances consiste en la libéralisation du commerce des services. L'annexe 7 présente un aperçu des efforts québécois faits dans ce sens.

4.1 L'impact du secteur manufacturier sur l'économie québécoise

Souvent désigné comme étant le secteur moteur de l'économie, le secteur manufacturier contribue à une part importante du PIB et des emplois au sein de l'économie québécoise. En fait, et contrairement à plusieurs pays de l'OCDE, le secteur manufacturier a connu, au Québec, une croissance soutenue entre les années 1998 et 2003. Dans les faits, le PIB manufacturier du Québec a progressé globalement de 3,3 % en moyenne annuelle, alors que la croissance globale du PIB s'élève à 3,7 % en moyenne durant cette période²⁴. Le secteur manufacturier demeure donc porteur de croissance, d'autant plus qu'il repose sur des bases solides et diversifiées, ce qui en fait un élément tant de stabilité que de croissance économique pour le Québec.

Cette stabilité est, toutefois, régulièrement mise à l'épreuve. Certaines industries du secteur manufacturier (habillement, assemblage, etc.) ont connu récemment des transformations structurelles profondes, qui se sont traduites notamment par le déplacement de capacités de production ailleurs dans le monde (Chine, Mexique, etc.) et la fermeture de certaines usines québécoises. Ces bouleversements, présentés comme des retombées directes de la libéralisation des échanges, ont semblé surprendre alors que ces effets étaient tout à fait prévisibles et anticipés par les experts²⁵.

24 http://www.stat.gouv.qc.ca/bul/economie/pdf/extrait_ecostat1_05.pdf, p. 1.

25 <http://www.deloitte.com/dtt/article/0,1002,sid%253D3759%2526cid%253D78831,00.html>

L'importance du secteur manufacturier au Québec s'exprime, notamment, par le nombre de personnes qui y travaillent et par la taille des entreprises qui le composent. En effet, il n'est pas rare qu'une entreprise constitue le principal employeur d'une région et que sa main-d'œuvre soit constituée de quelques centaines d'employés. De plus, ce secteur se caractérise par ses revenus importants provenant de ses exportations. Ces éléments expliquent en bonne partie le rôle moteur traditionnellement attribué au secteur manufacturier dans le développement industriel au Québec. Le tableau qui suit présente de façon succincte les principales statistiques du secteur manufacturier québécois en 2003.

Tableau 7 – Statistiques du secteur manufacturier québécois (fabrication) en 2003

PIB G\$¹ (%)	Emplois milliers (%)	R-D G\$² (%)	Exportations G\$³ (%)⁴
47,5 (21,7)	638,5 (17,5)	2,4 (62,8)	42,6 (92,7)

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Direction de l'analyse économique et des projets spéciaux.

1. En dollars constants de 1997.
2. 2002 : secteur de la production de biens (R-D totale moins R-D services), en dollars courants.
3. Dollars américains courants.
4. Proportion des exportations de biens uniquement.

Le constat global du secteur québécois de la fabrication en 2003 est relativement éloquent. Ce secteur fournit à lui seul plus de 638 500 emplois, soit 17,5 % du total de l'emploi de la province et génère un PIB de près de 48 milliards de dollars correspondant à 21,7 % du PIB québécois. Les exportations de ce secteur constituent 92,7 % des exportations de biens du Québec et s'élèvent à 42,6 milliards de dollars américains. Enfin 62,8 % des dépenses en recherche et développement sont attribuables au secteur de la production de biens (R-D totale moins R-D services) en 2002.

Il faut aussi mentionner la productivité, une autre donnée d'importance au point de vue statistique. Toutefois, cette mesure de l'efficacité de la production demeure sujette à controverse et ne permet pas une comparaison acceptable des différents secteurs industriels entre eux. Ce paramètre permet de cerner l'impact d'un secteur sur l'économie et de façon plus spécifique sur la croissance économique²⁶. Il appert que les entreprises manufacturières du Québec détiennent une avance en matière de productivité du travail (PIB/heures travaillées) mais affichent un certain retard au chapitre de la productivité du capital (PIB/stock de capital) et de la productivité totale des facteurs (PIB/capital, travail et technologie).²⁷

26 Niveau de vie = productivité du travail * heures travaillées par travailleur * taux d'emploi * profil démographique. PIB réel par habitant = PIB réel/heures travaillées * heures travaillées/travailleurs * travailleurs/pop.15-64 ans * pop. 15-64 ans/pop. totale.

27 R. Gagné, S. Landry et M. Patry (2003), <http://www.cirano.qc.ca/pdf/publication/2005RP-13.pdf>.

4.2 L'impact du secteur des services sur l'économie québécoise

Le secteur des services occupe, tel qu'il est décrit plus haut, une place importante dans l'économie québécoise. Sans revenir sur les données statistiques, il apparaît toutefois important de nuancer quelques caractéristiques de ce secteur, lesquelles lui donnent un caractère particulier, voire unique. Ainsi, dans un contexte où les services ont crû de façon soutenue depuis des décennies au Québec pour atteindre les proportions actuelles, il y a tout lieu d'en identifier ses particularités.

La croissance du secteur des services serait attribuable à la croissance extensive de ses marchés plutôt qu'à la croissance intensive de sa production²⁸. C'est en s'étendant dans de nouveaux marchés que le secteur aurait crû et non pas en augmentant sa productivité qui se manifeste par la réduction des frais d'exploitation. La croissance de la demande de services apparaît donc comme la première cause de la croissance enregistrée depuis une trentaine d'années. À cet effet, les changements survenus dans le secteur des services peuvent raisonnablement être attribués au changement de structure du secteur manufacturier et à une augmentation de la consommation des services par les particuliers, largement attribuable à des facteurs démographiques tels que le vieillissement de la population et le taux de participation croissant des femmes au marché du travail.²⁹

Le secteur manufacturier a toujours compté parmi ses emplois des tâches de type « services » (comptabilité, ventes, marketing, etc.), qui représentent une part importante de l'emploi de ce secteur. La transformation graduelle de la structure du secteur manufacturier, provoquée par l'intensification de la concurrence, s'est traduite par une impartition accrue de ce type d'emplois. Le secteur manufacturier a ainsi contribué considérablement à la croissance du secteur des services. Cette précision jette donc un doute sur la validité des données de l'emploi sectoriel et rend la comparaison des secteurs manufacturiers et des services boiteuse. Dans les faits, les données statistiques n'apportent aucune distinction quant à la nature exacte des emplois manufacturiers, lesquels comportent une bonne part d'emplois de type « services »³⁰.

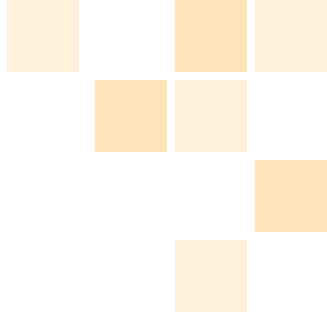
Ces deux derniers points peuvent être assimilés à la théorie de la réorganisation des entreprises et des ménages³¹. Cette approche se base en particulier sur le fait que les entreprises traditionnelles font de plus en plus appel à des services externes pour remplacer des services internes tels que la comptabilité, le marketing, les services juridiques, la logistique, les services de génie et la formation. Ainsi, du point de vue statistique, les variables de l'emploi et de la production se déplacent du secteur manufacturier vers le secteur des services. Par conséquent, la croissance du secteur des services serait imputable à un transfert de tâches autrefois comptabilisées dans le secteur manufacturier. La même illusion statistique survient dans les ménages. En effet,

28 C.P. Chandrasekhar et J. Ghosh (2002).

29 R.B. Mackenzie. (1987).

30 Idem.

31 Roma Dauphin. Économie du Québec, une économie à la remorque de ses groupes, Édition Beauchemin Ltée, Laval, 1994, pages 110 à 112.



avec l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail, plusieurs tâches, autrefois réalisées à l'intérieur des ménages et non comptabilisées, sont maintenant exécutées par des services externes et sont comptabilisées dans les variables économiques. Ainsi des services de garderie, d'entretien ménager, de restauration, etc., ont connu une hausse attribuable au phénomène de la transformation des ménages. En bref, cette théorie explique la forte croissance de la demande de services par le fait qu'autrefois certaines activités de services n'étaient pas comptabilisées dans le secteur des services.

Autre particularité à retenir, le secteur des services est reconnu comme étant un secteur dont la productivité et les gains de productivité sont moindres et plus difficiles à réaliser que ceux des autres secteurs industriels. Ceci a contribué à influencer de façon négative la perception de ce secteur, et ce, malgré son poids relativement important dans l'économie³². En effet, les gains de productivité étant associés à la croissance économique, des gains plus faibles impliquent donc une contribution moindre à la croissance économique. Des estimations de cette productivité du secteur des services en comparaison de celle du secteur manufacturier démontrent que les services ne sont pas aussi productifs que le secteur manufacturier et qu'ils auraient tendance à réduire la croissance globale de l'économie³³. La productivité est, certes, une caractéristique importante d'un secteur, mais le poids du secteur dans l'économie l'est tout autant. En effet, l'équation de la productivité totale de l'économie étant la somme pondérée de la productivité de chaque secteur, un secteur dont le poids relatif est élevé aura tout de même un impact significatif sur la productivité de l'économie, malgré une productivité sectorielle moindre. Ici, la théorie de la croissance différenciée de la productivité selon les secteurs industriels est mise en œuvre³⁴. Le secteur des services, pour une production égale, emploierait plus de personnes que le secteur manufacturier, ce qui se manifesterait par une croissance beaucoup plus forte de l'emploi dans le secteur des services. Il faut noter que, malgré le fait que cette théorie repose sur des fondements solides, elle ne peut être appliquée à tous les services, comme en font foi les forts gains de productivité enregistrés dans les secteurs des services financiers et des communications.

Une dernière théorie, la théorie de la maturité³⁵, affirme que les changements structurels, c'est-à-dire le déplacement de la production du secteur des biens vers celui des services, ne constituent qu'une étape normale du processus de croissance du niveau de vie. La demande de certains services croîtrait au fur et à mesure qu'une société devient plus riche. Cette théorie se concentre sur la demande des ménages.

En somme, voici une liste de facteurs ayant contribué à la croissance du secteur des services depuis le début des années 1990³⁶ :

- l'évolution démographique, dont les phénomènes principaux sont le vieillissement et l'enrichissement de la population;

32 C.P. Chandrasekhar et J. Ghosh. (2002).

33 Idem.

34 Roma Dauphin. Économie du Québec, une économie à la remorque de ses groupes, Édition Beauchemin Itée, Laval, 1994, pages 110 à 112.

35 Idem.

36 H. L. M. Kox. (2002), p. 139.

- l'impartition de fonctions internes et accessoires à l'entreprise, notamment en provenance du secteur manufacturier;
- les changements technologiques, qui ont engendré diverses formes d'innovations dans les produits et une spécialisation des produits, ce qui s'est répercuté sur le marché des intrants, dont celui des services;
- la déréglementation des marchés et la privatisation de certains services gouvernementaux;
- l'accroissement structurel de l'emploi dans les services dû à une productivité relative moindre dans ce secteur par rapport aux autres secteurs;
- l'évolution des goûts et besoins de consommateurs (facteur culturel);
- la mondialisation et son impact sur la compétitivité industrielle;
- l'émergence de nouveaux marchés concurrentiels caractérisés par une structure de coûts avantageuse.

4.3 L'impact du secteur manufacturier sur le secteur des services

Comme il a été mentionné plus haut, l'intensification de la concurrence à l'échelle internationale a encouragé la tertiairisation du secteur manufacturier et favorisé le phénomène de l'impartition, notamment en ce qui concerne les fonctions de type « services »³⁷. L'impartition de ces tâches a permis au secteur des services de croître.

Une autre constante, observée à l'échelle mondiale, démontre que le secteur manufacturier tend à se « tertiairiser », et qu'il comporte une plus grande part d'emplois de type « services » au sein de sa main-d'œuvre. Cette tendance, qui ne date pas d'hier, tend à s'intensifier et vient en quelque sorte fausser les statistiques officielles. Dans les faits, il y a plus d'emplois dans le secteur des services que ne le démontrent les statistiques officielles. Cette situation a également un impact sur les estimations de la productivité et rend difficile la comparaison entre les secteurs industriels.

Ainsi, une part importante du secteur des services existe en vertu du lien étroit qui l'unit au secteur manufacturier. Cette situation ajoute à son importance mais le rend également dépendant du secteur manufacturier. Certains experts avancent que le déclin du secteur manufacturier combiné à une croissance du secteur des services serait insoutenable à long terme³⁸. Au Québec, depuis le début des années 1990, le secteur manufacturier n'a cessé de croître, mais cette situation pourrait très bien changer à cause de l'impact des économies en émergence comme l'Inde ou la Chine. Par ailleurs, ceci implique également que l'accès à de nouveaux marchés peut générer des occasions d'affaires nouvelles, qui pourraient, notamment, servir la cause du secteur québécois des services. Cette possibilité bien réelle pourrait contrebalancer l'impact d'un secteur manufacturier intérieur aux prises avec une croissance réduite, voire une décroissance.

³⁷ R.B. Mackenzie. (1987).

³⁸ C.P. Chandrasekhar, et J. Ghosh. (2002).

4.4 L'impact du secteur des services sur le secteur manufacturier

Tel qu'il a été illustré précédemment, le secteur des services exerce un impact sur le secteur manufacturier. Bien qu'il soit lié au secteur manufacturier, ce secteur partage des intérêts avec plusieurs autres secteurs d'activité.

Le secteur manufacturier et celui des services deviennent de plus en plus intégrés³⁹. Ces interactions prennent plusieurs formes. Les services contribuent directement à la demande et à la fabrication des produits finis du secteur manufacturier. Ils y participent aussi indirectement par la production d'intrants intermédiaires. Au milieu des années 1990, la part de la valeur ajoutée des services dans la production manufacturière s'élevait entre 25 % et 30 % dans certains pays industrialisés⁴⁰. De plus, la même tendance a été observée en ce qui a trait à la part de la main-d'œuvre du secteur manufacturier dont la tâche est associée à un service, soit prêt de 50 % des emplois en 2002 pour certains pays de l'OCDE⁴¹.

Le rôle économique du secteur des services est différent de celui du secteur manufacturier⁴². Les services sont plus indépendants des autres secteurs que le secteur manufacturier et sont moins dépendants des intrants pour leur production. Toutefois, les deux secteurs auraient tendance à se rapprocher et à se ressembler davantage. Une part croissante des emplois et des revenus du secteur manufacturier provient d'activités liées au secteur des services, tandis que celui-ci ressemble de plus en plus au secteur manufacturier par l'impact croissant qu'il exerce sur les autres secteurs économiques. Par exemple, les services servent généralement de pont vers l'innovation tant pour leur propre secteur que pour le secteur manufacturier⁴³. La contribution des services au secteur manufacturier est donc déterminante pour la compétitivité de ce dernier. En ce sens, **les services stratégiques aux entreprises** constituent un puissant vecteur d'innovation et de transfert technologique, puisqu'ils permettent aux sociétés clientes d'avoir accès aux progrès techniques, à l'internationalisation et à une société toujours plus complexe. Par leur expertise, ils intègrent les nouvelles technologies, les modifient, les transforment et les adaptent aux besoins des clients contribuant ainsi au développement de nouvelles potentialités technologiques et à l'accroissement de la base industrielle.

De même, certains experts affirment que le secteur des services participe directement à la croissance économique par sa contribution au secteur manufacturier en matière d'innovation et de gains de productivité⁴⁴. Les évolutions technologiques ont permis aux services de changer quelque peu de forme et ceux-ci ne sont plus aussi intangibles qu'ils l'étaient il y a quelques décennies. Par exemple, aujourd'hui, la formation peut être enregistrée sur vidéo et redistribuée,

39 D. Pilat et A. Wölfl (2005), p. 36.

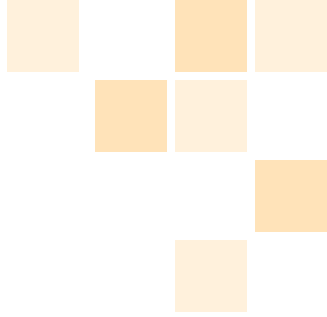
40 Idem.

41 Idem.

42 Idem, p. 37.

43 Idem, p. 6.

44 C.P. Chandrasekhar et J. Ghosh. (2002).



en différé, partout dans le monde. Les biens deviennent ainsi des supports pour les services, qui demeurent tout de même des services.

Les services, plus spécifiquement les services aux entreprises, sont donc importants pour l'économie. Leur relation dynamique avec les autres secteurs industriels, leur impact sur la création d'avantages concurrentiels (prix moindre, meilleure qualité et mondialisation), leur contribution au développement du savoir et à l'innovation favorisent la croissance de l'emploi et améliorent la compétitivité industrielle⁴⁵. En fait, la contribution d'un secteur industriel ne se limite pas à une question de gains de productivité. L'importance stratégique d'un secteur pour l'ensemble de l'économie peut également provenir de son impact sur les autres secteurs d'activité, que ce soit sur leur productivité, l'innovation, le transfert du savoir et de connaissances, etc. Il s'agit des effets indirects d'un secteur ou encore d'un effet multiplicateur ayant un impact significatif sur les autres secteurs. Les services possèdent cette caractéristique unique et participent ainsi significativement au développement du secteur manufacturier. Les exemples des TIC et de plusieurs autres services stratégiques aux entreprises démontrent clairement que certains secteurs des services ont un impact majeur sur de nombreux secteurs économiques en contribuant à changer les processus et les façons de faire. Ils permettent d'accroître la productivité et la qualité des produits et services, et ce, à court comme à long terme⁴⁶. Au Québec, par exemple, les services de génie ont contribué à implanter la production à valeur ajoutée (PVA) dans le secteur manufacturier. Ce succès a permis aux entreprises de conseil en génie de se développer davantage tout en favorisant l'amélioration de la productivité des entreprises manufacturières.

Cette section a permis d'évaluer l'importance relative des services par rapport au secteur manufacturier et de bien saisir son impact sur le développement industriel. La section suivante tente de soulever quelques pistes d'intérêt sur l'avenir du secteur des services au Québec.

45 Commission de la communauté européenne (1998), p. 9.

46 C.P. Chandrasekhar et J. Ghosh. (1999).



L'avenir des services au Québec 5

5 L'avenir des services au Québec

Le cas du secteur des services est particulier mais il ne s'agit pas d'une situation unique au Québec. L'intérêt pour ce secteur, comme élément de premier plan du développement industriel, de la croissance économique et d'un niveau de vie soutenu de la population, se manifeste actuellement dans plusieurs pays et organisations internationales (Pays-Bas, États-Unis, Belize, Australie, OCDE, Union européenne, etc.). Jusqu'à présent, ce secteur a été négligé, notamment par les grandes agences statistiques (voir l'annexe 8 à ce sujet). Ceci a contribué à la méconnaissance de ce dernier, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif. Il a été démontré plus haut que le secteur des services joue un rôle important, voire stratégique, dans le développement industriel. De plus, ce secteur joue un rôle de premier plan en termes d'emploi et de PIB. L'avenir des services passe par une meilleure connaissance de ces derniers et par une vision claire et précise du rôle que devrait jouer ce secteur dans le développement industriel du Québec.

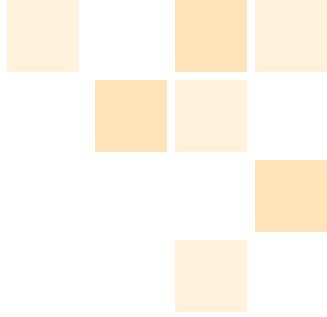
5.1 La source de la croissance économique : manufacturier ou services

À la lueur des tendances observées un peu partout dans le monde, le secteur des services serait-il sur le point de devenir le « moteur de la croissance » des économies industrialisées au détriment du secteur manufacturier? Doit-on voir dans cette tendance de nouvelles règles de développement économique auxquelles la société devra s'adapter? Une chose est certaine, les données disponibles permettent de croire que le secteur des services mérite qu'une attention particulière lui soit accordée.

Aussi, il fut une époque où, pour les experts, la croissance économique avait, notamment, comme seule explication un secteur manufacturier florissant. Il s'agissait d'une vérité à toute épreuve, sans possibilité de remise en question. Mais les choses changent et certaines « vérités » doivent être remises en question ou, à tout le moins, être réexaminées. La croissance du secteur des services constitue assurément un indice que la structure économique du Québec se modifie et qu'il serait opportun de considérer ce phénomène, cette transformation structurelle, comme un élément devant être davantage pris en compte au cours de la prochaine décennie.

Cette évolution n'a rien d'alarmant. Elle signifie qu'une nouvelle configuration économique se met en place et qu'elle doit être scrutée avec vigilance par les architectes du développement industriel. Mais que représente la croissance du secteur des services pour l'économie? La croissance de ce secteur a toujours été considérée comme étant un complément à la croissance économique et à la qualité de vie⁴⁷. Ainsi, la théorie économique interprète la croissance des revenus provenant des services comme étant une étape naturelle de la progression de l'économie,

47 C.P. Chandrasekhar et J. Ghosh. (1999).



en considérant que les trois étapes du développement économique interpellent tour à tour les secteurs primaire, secondaire et tertiaire (théorie de la maturité). Toutefois, d'un point de vue pratique, la démonstration empirique d'une corrélation entre l'accroissement de la part des services dans l'économie et la croissance économique demeure encore à faire.

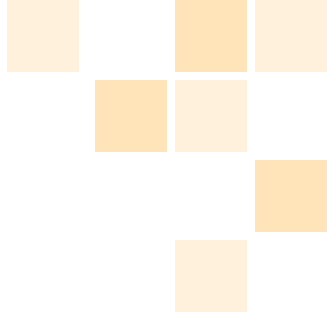
La contribution du secteur des services à l'économie et aux autres secteurs industriels ouvre une avenue prometteuse. **Puisque l'économie s'est modifiée structurellement en mettant l'emphase sur les services, une vision globale du développement économique devrait également s'appuyer sur l'industrie des services.** L'industrie des services n'est pas moins importante que le secteur manufacturier, puisque tous les deux existent pour combler un besoin et les services ne servent pas uniquement et spécifiquement d'intrants à la fabrication de produits manufacturés. Certes, le caractère immatériel de cette industrie lui impose des limites, notamment en ce qui a trait aux possibilités d'exportation, mais elle n'en a pas une valeur moindre pour autant. Ces deux industries entretiennent des liens d'échanges réciproques et sont, à tout le moins, aussi importantes l'une que l'autre en ce qui a trait à la contribution à la croissance et à la diversité économiques.

Il faut aussi capitaliser sur le fait que plusieurs secteurs de services, indépendamment des autres secteurs industriels, offrent de très bons emplois, demandant des qualifications spéciales, et sont bien rémunérés. Ces secteurs peuvent être stimulés par l'ouverture des marchés étrangers par exemple.

La croissance économique constitue un objectif incontournable des gouvernements des pays industrialisés. Le Québec ne fait pas exception à cette règle. En effet, la croissance économique est le signe que la productivité de la main-d'œuvre s'améliore ou, à tout le moins, se maintient à des niveaux concurrentiels, que la réglementation est suffisamment flexible, que l'innovation est présente, que la main-d'œuvre est qualifiée et utilisée suffisamment, et que la politique macroéconomique intérieure répond adéquatement aux besoins du développement économique. Elle assure, par ailleurs et surtout, une meilleure qualité de vie aux résidents du Québec.

Bien qu'une panoplie d'indicateurs de développement soit utilisée pour décrire les progrès enregistrés par une économie, il n'en demeure pas moins que les indices de croissance demeurent les favoris. Une comparaison de ces indices de plusieurs pays industrialisés au cours des années 1990 laisse entrevoir des différences significatives entre ces pays et a relancé le débat sur les sources fondamentales de la croissance économique. Ce débat a d'autant plus d'intérêt qu'il pourrait permettre d'identifier comment et dans quelle mesure l'action des pouvoirs publics pourrait contribuer à la croissance économique et quelles politiques devraient être préconisées. **Un des choix qui pourrait être fait à partir de ces constats serait de privilégier, à l'instar de l'Australie, le développement d'un secteur industriel dans l'espoir de générer des retombées optimales dans d'autres secteurs d'activités économiques, comme ce fut le cas avec le secteur manufacturier par le passé.** Par exemple, le développement du secteur des biotechnologies se fait principalement par le biais de sous-secteurs d'activités qui ont un impact majeur sur l'ensemble de cette industrie.

Le spectre des pertes d'emplois dues à l'impartition internationale de fonctions du secteur manufacturier émeut toujours et incite souvent à la mobilisation sociale et politique tout en



négligeant certaines réalités économiques. Pourtant, l'économie étant en continuelle mouvance, il est tout à fait naturel d'observer régulièrement des changements dans sa structure. Il en va de même pour le secteur des services. Selon Van Welsum et Vickery (2005), les professions susceptibles d'être affectées par les délocalisations dans le secteur des services représentaient en 2003 19,2 % de la main-d'œuvre totale employée dans l'Union européenne, 18,6 % au Canada et 18,1 % aux États-Unis (2002)⁴⁸. Loin de minimiser les pertes et les problèmes vécus par les personnes affectées par ces transferts, la théorie économique suggère que l'impartition à l'étranger permet de réduire les coûts d'exploitation des entreprises. Ces économies sont ensuite transférées aux consommateurs, ou réinvesties ou transmises aux actionnaires. De plus, tout en participant au développement des pays hôtes, l'impartition à l'étranger permet au pays d'origine de concentrer le développement de son économie dans les secteurs où il a le plus d'avantages et de viser la création d'emplois à forte valeur ajoutée augmentant d'autant la productivité et le niveau de vie de ses citoyens.

Les économies changent et c'est lors de ces transitions que les intervenants économiques peuvent avoir des craintes quant à l'impact à plus ou moins long terme de ces changements sur la croissance économique et le niveau de vie⁴⁹. Ces changements surviennent pour des raisons aussi diverses que les modifications des préférences des consommateurs, l'apparition de coûts d'opportunité et l'avènement de nouvelles technologies de production.

Ainsi, les services, principalement les services stratégiques aux entreprises, sont appelés à jouer un rôle important pour promouvoir la compétitivité industrielle et la croissance économique⁵⁰. Ils sont utilisés, entre autres, pour :

- ajouter de la flexibilité au processus de production;
- accroître la spécialisation de l'économie et ainsi son efficacité;
- induire une différenciation de produit basée sur les besoins des consommateurs;
- permettre aux entreprises, notamment manufacturières, de se concentrer sur leurs spécialités;
- insuffler et faciliter les changements dans l'organisation interne de l'entreprise;
- réduire les frais d'exploitation;
- améliorer la qualité des produits et services;
- assurer un meilleur accès au savoir;
- diffuser l'expertise et les nouvelles technologies;
- stimuler la recherche de nouveaux marchés.

Ainsi, plus ce modèle d'affaires est développé (recours aux services stratégiques aux entreprises) dans une économie, plus la productivité et l'emploi s'accroissent et plus la concurrence s'intensifie. Il s'agit là des trois facteurs à la base de la croissance économique et de la compétitivité industrielle⁵¹.

Dans cette foulée, certaines études ont su démontrer l'étroite corrélation existant entre la croissance d'une économie et celle de certains secteurs ou industries spécifiques. Un lien causal

48 http://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/anrep_f/wtr05-3c_f.pdf, p.291

49 R.B. Mackenzie. (1987).

50 Commission de la communauté européenne (1998), p. 8.

51 Idem, p. 9

a même pu être identifié. Ces liens expliqueraient implicitement la contribution d'un secteur à l'ensemble de l'économie, soit par son ampleur ou encore par les répercussions de ce dernier sur les autres secteurs, voire sur l'ensemble de l'économie. Le cas des technologies de l'information et des communications (TIC) est bien documenté⁵². Certains secteurs affectent l'ensemble de l'économie par l'impact qu'ils ont sur la productivité des autres secteurs. Ces secteurs jouent alors un rôle stratégique dans le soutien de la croissance économique dans son ensemble.

Bien que le secteur des services soit reconnu pour posséder un potentiel de croissance limité et pour participer faiblement au taux de croissance global de l'économie, son poids relatif lui permet de contrebalancer cette caractéristique et d'avoir un impact significatif sur l'économie. Malgré les limites qu'impose leur nature intangible, certains sous-secteurs des services, principalement les services stratégiques aux entreprises, ont connu une croissance supérieure aux autres secteurs, dont le secteur manufacturier, dans certains pays industrialisés au cours des années 1990. Par exemple, aujourd'hui, dans les pays de l'OCDE, la contribution des finances, assurances et services aux entreprises à la valeur ajoutée totale de l'économie s'établit entre 20% et 30 %, alors que cette proportion se situait entre 10 % et 20 % en 1980. Les répercussions se sont rapidement étendues à d'autres secteurs d'activité pour en venir à contribuer significativement à la croissance économique globale. Il en va de même pour les services de transport et de communication. Ces industries n'ont pas amélioré leur performance sur le plan de la valeur ajoutée dans la décennie 1990-2000, mais elles ont eu un impact considérable sur les autres secteurs industriels.

Enfin, dans certaines conditions, les effets indirects ou induits de la productivité du secteur des services sur les autres secteurs, dont le manufacturier, dépassent la faible productivité du secteur des services, ce qui a pour effet de contrebalancer l'impact dit « stagnant » de l'importance du secteur des services dans l'économie (maladie de Beaumol⁵³). Dans cette perspective, la productivité des entreprises canadiennes et québécoises serait sous-optimale et serait liée, entre autres, à leurs petites tailles⁵⁴. Le recours aux entreprises de services, notamment celles destinées aux entreprises, pourrait contribuer à redresser cette situation et réduire l'effet de la sous-optimalité de la taille des entreprises. Le Québec accuse un retard significatif de productivité par rapport aux États-Unis et à l'Ontario et se situe sous la moyenne canadienne⁵⁵. Cet écart serait attribuable à plusieurs facteurs, dont la faible taille des entreprises et la différence des structures industrielles⁵⁶.

52 Erik Brynjolfsson et Lorin M. Hitt. *Beyond the Productivity Paradox: Computers are the Catalyst for Bigger Changes* (1998).

53 Anita Wölfl. *The service economy in OECD Countries*, STI Working paper 2005/3, Statistical Analysis of Science, Technology and Industry, 11 Feb 2005, 81 pages (p.14).

54 H. L. M. Kox. (2004), p. 12.

55 *Analyse et conjoncture économiques, Le secteur du suivi et prévision de l'économie et des revenus budgétaires*, Finances Québec, Volume 1, numéro 6, 27 février 2004, p. 2.

56 Les principaux déterminants de la productivité sont la qualification de la main-d'œuvre, la taille des entreprises, la structure industrielle, le degré d'ouverture (X+M/PIB), le rapport capital-travail, les infrastructures (transport et communications), l'intensité des dépenses en R-D, les investissements en machines et matériel, la fiscalité des entreprises, la stabilité du taux de change, l'âge du stock de capital et l'innovation.

5.2 Les pistes de réflexion sur le développement de l'industrie des services au Québec

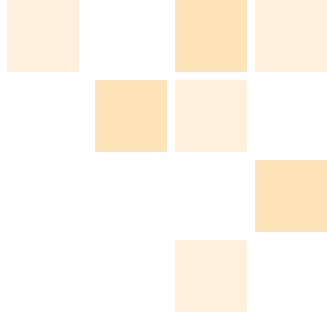
Les études réalisées un peu partout dans le monde et portant sur le secteur des services tentent de cerner une multitude de problématiques et d'y répondre. Des éléments de réponses propres au Québec doivent être abordés et discutés. Ces réponses, à leur tour, aideront à mieux appuyer ce secteur et à participer de manière plus efficiente à son développement. Voici une liste non exhaustive des questions à envisager dans le cadre d'un exercice de recherche et d'analyse portant sur le secteur des services.

- Exporte-t-on suffisamment nos services?
- Comment peut-on appuyer l'essor international des services?
- Quelle est la contribution du secteur des services, principalement les services stratégiques aux entreprises, à l'économie québécoise?
- Quelles sont les barrières à l'entrée dans le secteur des services au Québec?
- L'intensification de la concurrence serait-elle bénéfique au secteur des services et à l'ensemble de l'économie?
- Comment peut-on créer les conditions optimales pour que le secteur des services puisse participer directement et indirectement à la création d'emplois par sa contribution à la valeur ajoutée, notamment dans l'industrie manufacturière?
- Quels sont les marchés étrangers d'intérêt des fournisseurs de services québécois et quels sont les obstacles qu'ils rencontrent sur ces marchés?
- Qui sont les leaders et comment sont-ils sélectionnés?
- Utilise-t-on suffisamment les services aux PME?
- Doit-on promouvoir le développement de l'industrie des services par des spécialistes du Québec ou plutôt faire appel à l'expertise étrangère?

5.3 La priorité : les services stratégiques aux entreprises

Parmi les différents segments de services décrits à la section 2 du présent document (services gouvernementaux, services aux consommateurs, services aux producteurs et services stratégiques aux entreprises), le secteur des services stratégiques aux entreprises retient prioritairement l'attention. D'une part, l'univers des services est tellement vaste qu'il ne serait pas stratégique, à terme, de l'entreprendre en entier et, d'autre part, les services visés sont caractérisés par leur contribution à l'efficacité industrielle.

De nombreuses études, notamment celles de l'OCDE et de l'Union européenne, traitent du secteur des services destinés aux entreprises. En effet, cet intérêt récent constitue un facteur déterminant dans le choix et la portée des services ciblés. À la lumière de ce qui se fait ailleurs dans le monde, certains pièges et erreurs peuvent être évités et l'action devra être concentrée sur les pistes les plus prometteuses. Ainsi, l'impact direct et indirect de certains services sur d'autres secteurs d'activité est de mieux en mieux documenté. Les services stratégiques aux entreprises sont reconnus comme ayant une incidence significative sur la performance de plusieurs autres secteurs de l'économie.

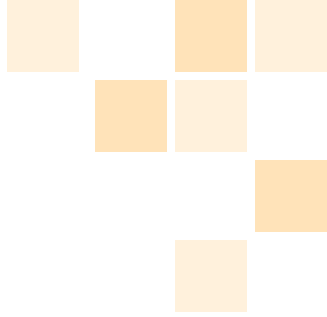


Une intervention judicieuse devrait permettre d'optimiser les retombées économiques en ciblant les secteurs prioritaires susceptibles d'avoir les retombées les plus intéressantes sur les autres secteurs. Il peut s'agir de retombées directes (achat de la production d'un autre secteur) ou indirectes (accroissement de la productivité ou de la rentabilité d'autres secteurs par le transfert d'un nouveau savoir-faire). Ainsi, à la lueur de ce qui se fait ailleurs dans le monde, le secteur des services stratégiques aux entreprises est le secteur qui retient naturellement l'attention des intervenants du développement industriel.

5.4 L'objectif : identifier le positionnement du secteur des services

Avant même de songer à intervenir dans le développement d'une industrie, tout gouvernement est tenu de bien définir la cible de son intervention. Tel qu'il a été mentionné plus haut, malgré l'envergure du secteur des services dans l'économie, il demeure tout de même mal connu. Ainsi, tout processus menant à une démarche stratégique de développement industriel du secteur des services devrait commencer par un examen exhaustif. Ce dernier permettrait de fournir les éléments grâce auxquels il serait possible de positionner le secteur des services et de façon plus spécifique, celui des services stratégiques aux entreprises.

Ce positionnement constituerait le point de départ de l'identification des voies à privilégier pour assurer le développement optimal du secteur des services stratégiques aux entreprises et pour maximiser les retombées directes et indirectes de ce secteur sur l'ensemble de l'économie.



Conclusion 6

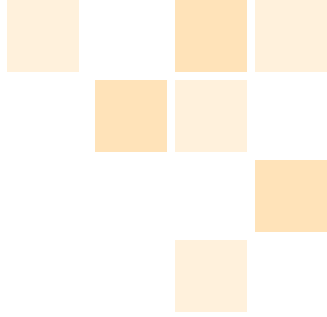
6 Conclusion

L'importance que prend le secteur des services dans notre économie est indéniable et impose d'en tenir compte de façon spécifique. Cette industrie est composée en très grande partie de petites entreprises réparties dans toutes les régions du Québec. Ce sont des entreprises pour lesquelles peu d'orientations structurantes ont été élaborées. Pourtant, ce secteur industriel est responsable de 75 % des emplois québécois et contribue à 67 % du PIB de la province.

Comme il a été montré, l'avenir à court, moyen et long termes des entreprises québécoises, tous secteurs économiques confondus, est rempli d'occasions à saisir et de défis à relever. Le vieillissement de la population allié au contexte mondial impose des pressions à la hausse sur la productivité des entreprises. Par un travail d'innovation constant, celles-ci doivent se donner des avantages concurrentiels qui déboucheront sur la création d'emplois à haute valeur ajoutée. Il en résultera une compétitivité améliorée et une croissance économique soutenue qui assureront une amélioration du niveau de vie de la société québécoise.

Dans cette optique, le recours aux entreprises de services, principalement les services stratégiques aux entreprises, peut se révéler un outil précieux de développement économique. Ces entreprises apportent souplesse, spécialisation, différenciation, concentration, changement organisationnel, réduction de coûts, qualité, savoir, aptitude et expertise, nouvelles technologies, développement de marchés, etc. Elles contribuent à rehausser la productivité, la concurrence, l'innovation et l'emploi et, de ce fait, constituent des agents de croissance économique et de compétitivité industrielle de premier plan.

Ces constats nous conviennent à identifier les meilleurs moyens d'assurer le développement optimal du secteur des services stratégiques aux entreprises et de maximiser les retombées directes et indirectes de ce secteur sur l'ensemble de l'économie.



Annexes

Annexe 1

Quatre exemples de typologies des services

Exemple 1 Caractéristiques fonctionnelles	Exemple 2 Niveau de savoir	Exemple 3 Caractéristiques économiques	Exemple 4 Clientèles types
Services de distribution	Savoir élevé	Tertiaire moteur	Services aux producteurs
Transport Communications Commerce	Services aux entreprises Services d'enseignement Santé et services sociaux Énergie électrique Transport par pipeline	Télécommunications Énergie électrique Services financiers Services aux entreprises	Transport et entreposage Communications Finances, assurances et immobilier Commerce de gros Services aux entreprises
Services aux entreprises	Savoir moyen	Tertiaire traditionnel	Services aux consommateurs
Banques Assurances Immobilier Ingénierie Comptabilité Services juridiques	Communications Commerce de gros Finances et assurances Immobilier Divertissement et loisir	Transport et entreposage Communications Poste et messageries Commerce Assurances Immobilier Divertissement et loisir Services personnels Hébergement et restauration	Commerce de détail Hébergement et restauration Autres services personnels
Services sociaux	Savoir faible	Tertiaire non commercial	Services gouvernementaux
Santé Éducation Services publics Services à but non lucratif	Transport et entreposage Commerce de détail Services personnels Hébergement et restauration	Enseignement Santé et services sociaux Organismes religieux Administrations publiques	Services d'éducation Santé et services sociaux Autres services gouvernementaux
Services personnels			
Services domestiques Hébergement et restauration Réparation Soins esthétiques Divertissement et spectacles			

Source : Avis « L'innovation dans les services, pour une stratégie de l'immatérialité », Conseil de la science et de la technologie, gouvernement du Québec, 2003, p. 10.

Annexe 2

Nomenclatures statistiques

Afin d'éviter toute forme d'ambiguïté et d'harmoniser les perspectives, les organisations internationales et leurs pays membres adoptent des nomenclatures communes.

Le Canada, les États-Unis et le Mexique, les trois partenaires de l'ALENA, ont mis en place le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)⁵⁷, en 1997, afin d'établir des définitions communes de la structure industrielle des trois pays et un cadre statistique commun visant à faciliter l'analyse des trois économies. Cette classification remplace la Classification type des industries (CTI), de 1980, qui est utilisée avec d'autres dans les textes qui composent l'ALENA.

Une autre nomenclature, reposant elle aussi sur les activités économiques et non pas sur les produits, est aussi largement employée dans ce texte. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement utilise la classification suivante : United Nations International Standard Industrial Classification (ISIC) (Rev. 3,1) (United Nations, Statistics Division 2002)⁵⁸. Les grandes lignes de cette classification s'apparentent à celles du SCIAN. Il faut noter que cette nomenclature, contrairement au SCIAN, englobe les activités de construction et les services publics dans l'industrie des services. Celle-ci est recommandée pour la classification du PIB selon le Système des comptes nationaux (SNA) des Nations Unies, lequel est repris par la plupart des pays pour leur comptabilité nationale.

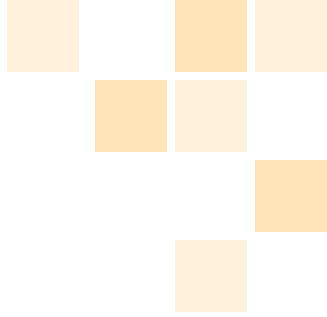
La Central Product Classification (CPC),⁵⁹ élaborée plus récemment par l'organisation des Nations Unies, apporte un degré de désagrégation plus élevé que celui de la classification ISIC. Cette nomenclature, plutôt que de souligner les activités, met l'accent sur les produits. Plus de 600 produits et services sont identifiés. Cette classification est utilisée comme référence dans l'Accord général du commerce des services (AGCS), de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Dans le cadre de cet accord, les pays membres de l'OMC prennent des engagements selon la classification des services établie par le secrétariat du GATT, qui comprend 12 grands secteurs. Dans la plupart des cas les indications sectorielles sont accompagnées de références numériques renvoyant au système de Classification centrale de produits des Nations Unies, qui donne une explication détaillée des activités de services entrant dans chaque secteur ou sous-secteur énuméré et sur laquelle la liste du secrétariat est fondée. Lorsque cela n'est pas possible, les listes doivent donner une définition suffisamment détaillée pour éviter toute ambiguïté concernant la portée de l'engagement⁶⁰. Elle décrit aussi la composante des services dans la

57 http://www.statcan.ca/francais/Subjects/Standard/spec-aggreg/goodsservices-2002/goods02-menu_f.htm

58 <http://unstats.un.org/unsd/cr/registry/regcst.asp?Cl=17>

59 <http://unstats.un.org/unsd/cr/registry/regcst.asp?Cl=16>

60 [http://www.wto.org/french/tratop_f/serv_f/guide1_f.htm]



communication du Fonds monétaire international sur la Balance des paiements (Balance of Payments Manual).

Enfin, une autre nomenclature d'importance est utilisée par les pays européens. Il s'agit de la nomenclature statistique des activités économiques dans la communauté européenne (NACE), destinée à harmoniser les statistiques nationales et communautaires des États membres et à garantir leur comparabilité. Une version révisée de la NACE est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003 (NACE rév. 1)⁶¹.

61 http://www.insee.fr/fr/nom_def_met/definitions/html/nomenla-stat-activites-eco-ce.htm

Annexe 3 Investissement direct étranger – Tableaux

Tableau 1 – Stock mondial estimé d'IDE entrant par secteur

	1990 (M\$ US)	1990 (%)	2002 (M\$ US)	2002 (%)
Primaire	182 500	9,4	448 901	6,2
Secondaire	806 915	41,6	2 442 563	33,7
Tertiaire	948 106	48,9	4 363 371	60,1
Total	1 937 521	100,0	7 254 835	100,0

Source: UNCTAD , FDI database (www.unctad.org/fdistatistics).

Tableau 2 – Stock mondial estimé d'IDE sortant par secteur

	1990 (M\$ US)	1990 (%)	2002 (M\$ US)	2002 (%)
Primaire	157 775	9,0	263 311	3,7
Secondaire	776 566	44,3	2 006 925	28,5
Tertiaire	820 323	46,8	4 762 672	67,7
Total	1 754 664	100,0	7 032 908	100,0

Source: UNCTAD , FDI database (www.unctad.org/fdistatistics).

Tableau 3 – Canada – Stock estimé d'IDE
dans les services, 1990-2002

	1990		2000		2002	
	M\$ US	%	M\$ US	%	M\$ US	%
Stock entrant	37 152	32,9	62 692	30,6	69 808	31,6
Stock sortant	44 048	51,9	126 306	53,7	166 493	60,9

Source: UNCTAD , FDI database (www.unctad.org/fdistatistics).

Annexe 4

L'investissement direct étranger - Capsule

Il existe, grosso modo, quatre canaux principaux de prestation des échanges internationaux de services⁶² :

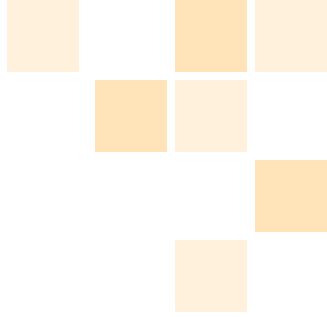
- *fourniture de services transfrontière*, soit à partir du territoire d'un pays sur le territoire d'un autre pays (ex. : un architecte canadien faxe un plan fait au Canada qui sera utilisé aux États-Unis);
- *consommation à l'étranger*, soit la fourniture d'un service sur le territoire d'un pays à un consommateur de services situé dans un autre pays (ex. : un Canadien passe ses vacances aux États-Unis);
- *présence commerciale*, soit la fourniture de services par un prestataire d'un pays par l'intermédiaire de sa présence commerciale sur le territoire d'un autre pays (ex. : un cabinet d'architectes canadiens ouvre un bureau aux États-Unis);
- *présence de personnes physiques*, soit la fourniture de services par un prestataire d'un pays par l'intermédiaire de la présence physique de personnes de ce pays sur le territoire d'un autre pays (ex. : un architecte canadien passe trois mois aux États-Unis pour superviser la construction d'un bâtiment).

De ces quatre modes de prestations, la présence commerciale est celle dont il s'agit lorsqu'il est question de l'investissement direct étranger (IDE).

L'IDE est un placement fait par un investisseur d'un pays qui suppose une relation à long terme, un intérêt durable et une influence importante sur la gestion d'une entreprise se trouvant dans un autre pays. Il exige habituellement une participation de 10 % ou plus aux actions avec droit de vote, mais n'implique pas forcément le contrôle de l'entreprise étrangère⁶³. Ces investisseurs sont habituellement des entreprises transnationales. Celles-ci sont définies comme étant des entreprises incorporées ou non incorporées qui sont composées d'une entreprise mère et de ses filiales étrangères. L'IDE comporte les trois composantes suivantes : le capital actions, les profits réinvestis et les prêts intraentreprises. Les flux d'IDE représentent la somme des transactions annuelles de ce type, tandis que le stock d'IDE (portefeuille) constitue la totalité des IDE accumulés dans un pays au cours des ans. Il y a les IDE qui entrent (*inward*) dans un pays et il y a ceux qui en sortent (*outward*). Il existe d'autres formes d'investissements étrangers qui ne sont pas comptabilisés dans les IDE et qui supposent une voix dans la gestion d'une firme étrangère. La sous-traitance, les contrats de gestion, les arrangements clé en main, le franchisage et les licences en constituent quelques-unes. Ces formes d'investissements des entreprises transnationales sont comptabilisées dans les statistiques sur la balance des paiements sous la rubrique « royautés et honoraires de licences ».

62 Les services stratégiques aux entreprises, OCDE, 1999, p. 23.

63 Le point sur le commerce en 2004, Cinquième rapport annuel sur le commerce international du Canada, p. 47, <http://www.dfait-maeci.gc.ca/eet/trade/state-of-trade-fr.asp>.



De façon générale, les IDE dans le secteur des services peuvent apporter de précieux avantages aux pays hôtes :

- améliorer la compétitivité;
- fournir capital, technologies (transfert technologique) et habiletés de gestion;
- restructurer les entreprises inefficaces;
- introduire de nouveaux services;
- essaimer de nouvelles entreprises locales;
- stimuler la concurrence et améliorer la qualité des services;
- améliorer le bien-être des consommateurs et des clients;
- diminuer les coûts;
- ouvrir de nouvelles occasions d'exportation (réseau international);
- créer des emplois.

De surcroît, dans une économie orientée sur le savoir, le rôle de l'industrie des services est intimement lié au contenu en savoir des produits et services finaux. Les entreprises transnationales, responsables des IDE, se caractérisent par leur avantage concurrentiel sur ce plan et constituent par conséquent un puissant vecteur de croissance économique et de développement humain.

Les pays hôtes doivent se méfier de certains dangers généralement associés aux IDE :

- éviction d'entreprises locales non performantes;
- abus du rôle de monopole;
- risques sociaux et environnementaux;
- risques de marginalisation de certaines communautés et entreprises locales.

Par conséquent, les autorités politiques locales doivent non seulement mettre en œuvre des politiques destinées à attirer les IDE, mais elles doivent aussi minimiser l'impact négatif possible de tels investissements en s'assurant de desservir les populations les plus démunies et en promouvant la participation de la communauté d'affaire locale au développement industriel.

Annexe 5

PIB au Québec en 2003 selon la branche d'activité

	M\$*	PIB total %	PIB services %
Ensemble des industries	219 039,3	100,00	
Total des biens	72 191,7	32,96	
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 204,1	1,92	
Extraction minière et extraction de pétrole et gaz	1 569,7	0,72	
Services publics	7 734,5	3,53	
Construction	11 229,3	5,13	
Fabrication	47 454,1	21,66	
Total des services	146 847,8	67,04	100,0
Commerce de gros	12 515,1	5,71	8,5
Commerce de détail	13 297,2	6,07	9,1
Transport et entreposage	9 140,3	4,17	6,2
Industrie de l'information et industrie culturelle	9 552,5	4,36	6,5
Finances, assurances, immobilier et services de location	37 838,2	17,27	25,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	8 729,7	3,99	5,9
Services administratifs, services de soutien, services de gestion	5 232,8	2,39	3,6
Services d'enseignement	10 390,5	4,74	7,1
Soins de santé et assistance sociale	14 483,7	6,61	9,9
Arts, spectacles et loisirs	2 298,1	1,05	1,6
Hébergement et restauration	4 393,0	2,01	3,0
Autres services, sauf les administrations publiques	5 279,4	2,41	3,6
Administrations publiques	13 697,3	6,25	9,3

Source : Statistique Canada

* : aux prix de 1997

Annexe 6

Emplois au Québec en 2003 selon la branche d'activité

Emploi selon la branche d'activité, moyennes annuelles, en milliers et proportions			
Québec – (2003) – Âge : 15 +			
	Milliers \$*	%	%
Ensemble des industries	3 649,9	100,0	
Secteur de la production de biens	934,2	25,6	100,0
Agriculture	57,9	1,6	6,2
Foresterie, pêche, mines et extraction de pétrole et de gaz	38,5	1,1	4,1
Services publics	29,3	0,8	3,1
Construction	170,0	4,7	18,2
Fabrication	638,5	17,5	68,3
Secteur des services	2 715,8	74,4	100,0
Commerce	604,3	16,6	22,3
Commerce de gros	136,8	3,7	5,0
Commerce de détail	467,5	12,8	17,2
Transport et entreposage	162,9	4,5	6,0
Finances, assurances, immobilier et location	188,0	5,2	7,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	211,9	5,8	7,8
Gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien	114,7	3,1	4,2
Services d'enseignement	250,8	6,9	9,2
Soins de santé et assistance sociale	431,5	11,8	15,9
Information, culture et loisirs (SCIANS 51 et 71)	154,0	4,2	5,7
Hébergement et restauration	218,4	6,0	8,0
Autres services	164,9	4,5	6,1
Administrations publiques	213,5	5,8	7,9
Aucune classification	0,0	0,0	0,0

Source : Enquête sur la population active, Statistique Canada

Annexe 7

Les services et les accords commerciaux⁶⁴

Des dispositions sur le commerce international des services ont été incluses dans l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), entré en vigueur en 1994, et dans l'accord de libre-échange liant le Canada et le Chili depuis 1997. De plus, les premières règles multilatérales régissant le commerce international des services sont entrées en vigueur en 1995, elles se trouvent dans l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Pour assurer aux services québécois l'accès à un nombre croissant de marchés, le gouvernement du Québec a appuyé la négociation de ces accords. Les principes de non-discrimination et de transparence qui doivent être appliqués par les parties signataires favorisent un environnement de plus en plus ouvert et prévisible, dont bénéficient les fournisseurs de services québécois.

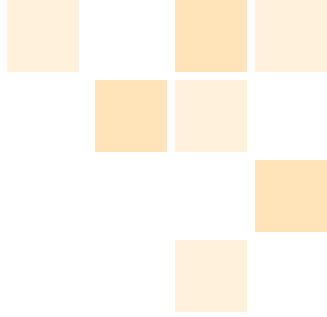
Parmi les dispositions incluses dans les textes des accords, on trouve le traitement national, selon lequel les fournisseurs de services étrangers doivent être traités d'une manière « non moins favorable » que les fournisseurs de services nationaux, des dispositions sur l'élimination graduelle des restrictions quantitatives et des dispositions visant à faciliter la reconnaissance et la mobilité des professionnels.

La démonstration empirique des bienfaits de la libéralisation du commerce des services soulève plusieurs difficultés, notamment l'évaluation quantitative des obstacles. Dans ce contexte, le dialogue avec les différents intervenants est encouragé et maintenu. Ainsi, on compte parmi les bienfaits observables, outre ce qui a été mentionné plus haut, une augmentation du nombre de fournisseurs de services en sol canadien et une réduction des coûts pour le secteur manufacturier.

À noter que le Canada négocie actuellement plusieurs accords de libre-échange bilatéraux et régionaux, notamment un avec la République de Corée. Pour ce qui est de l'AGCS, ont été lancées en 2000 de nouvelles négociations visant à élever progressivement le degré de libéralisation, c'est-à-dire « réduire ou [...] éliminer les effets défavorables de certaines mesures sur le commerce des services, de façon à assurer un accès effectif aux marchés ». (article XIX de l'AGCS)

Le gouvernement du Québec participe à toutes les étapes des négociations en collaboration avec le gouvernement fédéral, qui en est responsable. D'une part, il intervient dans le processus d'élaboration des demandes d'ouverture de marchés que le Canada adresse à ses partenaires

⁶⁴ Valérie Bisson, conseillère en affaires internationales, Direction de la politique commerciale, ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.



commerciaux. De mars à juin 2005 par exemple, des entreprises québécoises de quatre secteurs de services, c'est-à-dire le génie-conseil, les services financiers, les services juridiques et les télécommunications, ont été rencontrées dans le cadre d'une consultation sur leurs objectifs d'accès aux marchés. L'information recueillie sur leurs marchés d'intérêts prioritaires et les obstacles qu'elles rencontrent à l'étranger a été utilisée pour orienter le travail des négociateurs.

D'autre part, le gouvernement du Québec a participé à la préparation des offres présentées par le Canada à l'OMC en mars 2003 et en mai 2005. Plusieurs secteurs de services relevant des compétences des provinces, c'est à ces dernières de décider du degré d'ouverture de leurs marchés dans ces secteurs. Les offres d'ouverture du Québec font suite à l'abrogation ou à la modification de règlements québécois s'appliquant aux services.

Le Québec est traditionnellement disposé à envisager des ouvertures dans différents secteurs de services avec l'accord de ceux-ci, à l'exception des secteurs de la santé et des services sociaux, de l'éducation ainsi que des services culturels.

Enfin, dans le cadre des négociations, le gouvernement du Québec entend préserver sa capacité d'intervenir afin de soutenir, au moyen de sa politique de développement industriel, les secteurs de services qui bénéficient de mesures de soutien de sa part.

Annexe 8

Couverture statistique du secteur des services

L'importance du secteur des services, ses performances et les facteurs à l'origine de ses prestations connaissent des problèmes de mesure, en particulier en ce qui concerne la croissance de la productivité. Un problème clé a trait à l'intrant (*input*) « travail », où des différences intersectorielles ou interindustrielles apparaissent en matière d'heures travaillées, les services se caractérisant par un taux supérieur d'emplois à temps partiel et temporaires. Une autre importante carence provient de la mesure adéquate de la production (*output*) du secteur des services, notamment au chapitre de la qualité du service offert, caractéristique intangible difficile à cerner. Tant et aussi longtemps que ces questions n'auront pas été complètement élucidées et que ces dimensions ne seront pas correctement utilisées dans le calcul de la valeur ajoutée, des biais seront systématiquement introduits dans l'évaluation de la croissance de la productivité de ce secteur industriel⁶⁵. D'autres paramètres, telles que l'uniformisation des classifications et la couverture statistique elle-même de certaines industries de services, ont un lien avec la comparabilité des données internationales. De plus, les études statistiques ont traditionnellement été élaborées pour couvrir la réalité manufacturière des produits tangibles et, de ce fait, sont souvent mal adaptées à la réalité de l'industrie des services.

65 Anita Wölfl. The Service Economy in OECD Countries, STI Working Paper, 2005/3, 11 février 2005.

**Développement
économique, Innovation
et Exportation**

Québec 